PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national du dimanche 16 septembre 1951

Séance du dimanche 16 septembre 1951 (matin)

Sommaire

Le président (Charles Lussy)....1
Guy Mollet 3
Bonin 13
Pierre Bloch....15
Paul Ramadier 19
Charles Lussy 24
Salomon Grumbach....29
Guy Mollet 38
Paul Ramadier 41
Robert 42
Alexandre Bracke....46
Debrocquevaire (?) (Aube)....49
Léon Boutbien....51
Merigonde (Oise) 59
Guy Mollet 61
Pierre Commin 66

La séance est présidée par le Président Charles Lussy, assisté de la camarade Laparade (Vendée), Robert (Ille-et-Vilaine) Neuville (Corrèze)

Pierre Commin - Camarades, pour la séance de ce matin, nous vous proposons le Bureau suivant :
Président : Charles Lussy, président du groupe parlementaire Socialiste à l'Assemblée Nationale, assisté de la camarade Laparade (Vendée), du camarade Robert (Ille-et-Vilaine) et du camarade Neuville (Corrèze).
Il n'y a pas d'opposition ? Je prie ces camarades de prendre place au bureau.

Le président (Charles Lussy)

Camarades, la séance est ouverte.
Je pense qu'en me donnant la présidence et en m'assistant d'un représentant de la Vendée et d'un représentant de la Bretagne, on a voulu donner un caractère symbolique à cette séance.
Je dois excuser le maire de Montrouge, notre camarade Thil, qui, retenu chez lui par la maladie, n'a pas pu présider la séance de ce matin.
Vous comprendrez maintenant qu'avant d'ouvrir nos travaux, je tienne à saluer la mémoire de deux camarades, dont l'un a été l'objet d'une manifestation solennelle à Roubaix il y a quelques jours, je n'insiste pas. Notre camarade Albert Aubry était député précisément d'Ille-et-Vilaine et le président de

Fondation Jean-Jaurès

l'Assemblée Nationale M. Edouard Herriot a pu dire qu'il était mort au service de la patrie.
Ce sont des noms que la mémoire des Socialistes ne doit pas oublier ; nous n'avons pas l'habitude de marquer devant vous comme des panneaux les noms de nos camarades qui sont tombés au service de la France et de la résistance et cependant, en évoquant la mémoire de Jean-Baptiste Lebas, déporté à chaque guerre par les Allemands pour son patriotisme, mort dans un camp de représailles parce qu'il n'avait pas voulu céder aux menaces qui lui étaient adressées, j'ai peut-être le droit d'y joindre aussi la mémoire de deux autres grands morts tombés pendant la dernière guerre : Marx Dormoy, assassiné par les Cagoulards et tombé au service de la République, Léo Lagrange tué à la tête de ses batteries parce qu'il ne recevait, lui, pas d'autre consigne que de son devoir et de son pays.
Albert Aubry... Ceux qui l'ont connu ne pouvaient pas ne pas l'aimer à travers parfois des sautes de son caractère ; nous savions très bien que, précisément, ces sautes de caractère n'étaient que l'expression d'une ténacité bretonne dont quelques catégories sociales ont pu parfois apprécier combien il s'employait à leur bénéfice.
J'imagine que les anciens combattants n'oublieront pas de si tôt quel défenseur infatigable ils avaient en la personne de leur camarade Albert Aubry. La Bretagne perd en lui un représentant que, malheureusement, le système électoral actuel ne permettra pas, sans doute, de remplacer par un républicain, le Parti Socialiste a perdu en lui un de ses plus vieux militants.
En évoquant la mémoire de ces deux hommes qui, à des titres divers, ont bien servi le Socialisme, ont bien servi aussi notre pays, je pense que j'exprimerai l'opinion du Conseil national tout entier en lui demandant, avant d'ouvrir nos travaux, de consacrer à leur mémoire une minute de silence.
Je donne la parole à Pierre Commin.

Pierre Commin - Camarades. Une seule question est inscrite à l'ordre du jour : la tactique électorale. Mais je rappelle que notre dernier Congrès national extraordinaire avait renvoyé à un Conseil national ayant pouvoir de Congrès, un certain nombre de questions ; il s'agissait notamment de l'appartenance de membres du Parti à des organisations extérieures au Parti ; il s'agissait de modifications statutaires, d'abord l'introduction, dans les statuts, des dispositions concernant la délégation mixte, et enfin la question du cumul des mandats du Secrétaire général.
Le Comité directeur, unanime, a pensé - ou en tous les cas presque unanime - a pensé que, dans les circonstances actuelles, une seule question devait être inscrite à l'ordre du jour : le problème de la tactique électorale, puisque les élections sont fixées aux 7 et 14 octobre prochain, et, dans ces conditions, nous vous demandons de confirmer la décision prise, c'est-à-dire de renvoyer à un Conseil national qui se tiendra vraisemblablement en novembre et qui aura à l'ordre du jour les trois questions que je viens d'énumérer.

Le président - Est-ce que quelqu'un demande la parole sur la communication de Commin ? Personne ne demande la parole ?
Le Conseil national adopte ses conclusions.
Pas d'opposition ? Alors le débat est ouvert.
Le débat est ouvert immédiatement sur la tactique électorale et je donne la parole à Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades. Avant d'ouvrir la discussion, je voudrais manifester un regret : c'est que nous commencions ces travaux trop peu nombreux. Je vous donne l'explication : si nous nous réunissons de temps en temps dans des Conseils nationaux en dehors même du centre de Paris, ce n'est pas pour promener nos délégués, c'est parce que chaque fois cela représente une économie énorme, souvent de plusieurs centaines de milliers de francs ; quand nous pouvons bénéficier de l'hospitalité d'une mairie Socialiste, que nous n'avons pas à payer la salle, c'est certainement, pour la trésorerie du Parti, un allégement énorme. Et d'ailleurs, quand on doit venir à Montrouge, je n'ai pas l'impression que ce soit tellement plus loin que la Mutualité ; cependant, certains de nos camarades ne viendront assister qu'à nos travaux de cet après-midi et je crains qu'il en soit, dans l'après-midi ou dans la soirée, qui nous fassent grief de ne pas avoir entendu ce qui aura été dit ce matin et retiennent à leur tour des arguments déjà développés.
L'ordre du jour de notre Conseil national est limité et précis puisqu'ainsi que vous venez d'en décider, nous n'avons à parler que de la tactique aux élections cantonales. Je suis cependant convaincu qu'aucun de vous ne comprendrait que je ne fasse pas, comme au début de chaque Conseil national, un rapport sur les événements intervenus depuis notre dernière rencontre, c'est-à-dire depuis le dernier Congrès extraordinaire des 4 et 5 juillet dernier, et la situation politique en découle.
Il apparaîtra à tous, d'ailleurs, que les décisions que nous allons avoir à prendre en matière électorale sont, en fait, fonction de cette situation politique. Je me réserve d'ailleurs, dans le cours de la discussion, de donner mon appréciatif sur le problème des désistements et des seconds tours, mais, d'abord, je voudrais qu'ensemble nous voyions où nous en sommes.
Encore que le délai qui nous sépare du Congrès extraordinaire des 4 et 5 juillet soit vraiment assez court - tout juste deux mois -, la matière est pourtant abondante pour un compte rendu et je me verrai dans l'obligation, souvent, de résumer.
En politique extérieure : le 5 juillet, le Congrès reprenait purement et simplement sa déclaration du 43ème Congrès ordinaire de mai sans y rien changer, et cependant il en extrayait une phrase ; si vous vous reportez au compte-rendu du Congrès, vous verrez qu'en effet une phrase était reprise et mise en italique, c'est la phrase suivante :
"Le devoir de la France est d'assurer sa sécurité dans la solidarité des peuples libres et de rechercher un nouvel équilibre en rendant possible un règlement

pacifique ; de garder en toutes circonstances son sang-froid, d'éviter les provocations et de saisir toujours toutes les chances de paix."
Peut-on dire que des progrès aient été faits en ce sens depuis les premiers jours de juillet, c'est-à-dire dans les deux derniers mois ? J'en doute.
Mais je voudrais vous dire l'inquiétude de nombreux d'entre nous, de ceux qui se préoccupent surtout des problèmes internationaux dans les circonstances actuelles.
A Kaesong, on pouvait croire, les 4 et 5 juillet, quand nous nous sommes réunis, qu'un accord possible pût intervenir, qu'un accord était possible en ce qui concerne le "Cessez-le-feu". Aujourd'hui, cet espoir est vraiment très réduit.
En Iran, la situation est toujours très tendue. Les événements nouveaux se sont produits, le traité avec le Japon, dans les circonstances que l'on sait et sans la signature de la Russie en particulier, les propositions d'accord contractuel avec l'Allemagne à la Conférence des Trois comme on l'a vu récemment, tout cela; les dernières décisions montrent bien, sans doute, la volonté des peuples libres d'assurer leur sécurité, mais je voudrais aussi surtout, devant ce Conseil national, où la presse n'est pas admise, que nous nous posions ensemble quelques questions.
Première question : Est-on bien sûrs qu'il s'agisse d'une véritable solidarité, comme nous le disait notre texte ? Le souci de notre indépendance est-il vraiment suffisamment sauvegardé ? Qu'on ne s'y trompe pas, aucun de nous n'est susceptible de devenir neutraliste, mais le besoin trop évident que nous avons de l'aide américaine pour assurer la sécurité de l'Europe n'amène-t-elle pas certains américains à nous traiter un peu plus en satellite qu'en allié, et, parfois, les gouvernements d'Europe à céder trop souvent à la pression américaine ?
Deuxième question : La politique américaine est-elle vraiment toujours exempte d'erreurs ? Le traité avec le Japon ne comporte-t-il pas une part de provocation, je reprends les mots mêmes de notre motion, les décisions de relations économiques entre la Chine et ses fournisseurs naturels d'Asie sont-elles économiquement et politiquement sages ? La souveraineté presque entière - les mots ne sont pas de moi - rendue à l'Allemagne de l'ouest, la participation de la même Allemagne à la vie européenne, sans qu'ait été, au préalable, fixé l'importance des unités, et ceci à l'heure où certains propos tenus en Allemagne sont de nature à nous effrayer, sont-ce vraiment des décisions tellement sages et non provocantes ?
Plus graves encore certains pourparlers récents, et sans doute encore actuels, avec l'Espagne de Franco peuvent-ils être considérés de la part de l'Amérique comme des preuves de sang-froid ?
Pourquoi ne dirais-je pas simplement, mais franchement, notre inquiétude en ce domaine ? Je crains que la situation ne soit plus grave que certains ne l'imaginent. C'est là la troisième idée que je voulais exprimer, qui est d'ailleurs corollaire des deux premières. Je crains d'une part que la Russie ne s'inquiète de certaines de ces mesures et ne soit entraînée à des actes décisifs dont la politique imprudente des Etats-Unis servirait de prétexte ou de justification, ou que par

ailleurs, aux Etats-Unis, le courant ne grandisse de ceux qui ne croient plus à la vraie existence possible.
En face de ces craintes, quels peuvent être nos espoirs ? Je n'en vois vraiment qu'un : c'est que d'Europe s'élèvent les voix unies de ceux qui, avec nous, veulent à la fois assurer la sécurité dans la solidarité, garder leur sang-froid, éviter les provocations et saisir toujours toutes les chances de paix. Et ce ne sera pas la moindre de nos fiertés que de voir cette thèse défendue partout par les Socialistes au premier rang desquels, dans ce domaine, il faut compter nos amis anglais.
Inquiétude d'une part, fierté d'autre part, ce seront là deux mots qui reviendront souvent dans mon exposé sur la situation actuelle.
Sur les problèmes d'Union Française, je serai plus bref, nos camarades d'outre-mer m'en excuseront, mais peu d'événements sont, en fait, intervenus depuis notre dernier Congrès extraordinaire.
En Indochine, hélas, la guerre continue et l'échec des négociations en Corée ne permet guère d'espérer un prochain règlement international. Mais dans le reste de l'Union Française ou des territoires associés, la situation ne s'améliore pas. Au Maroc, un général succède à un général. En Tunisie, la politique précédemment engagée est freinée.
En AOF, la Chambre, suivant en cela à la demande MRP, décide la validation sans borne et par là même l'élimination de notre ami Lamine-Gueye.
Dans toute l'Afrique, l'emprise cléricale s'affirme par l'intermédiaire des missions.
Nous sommes loin de voir réalisée la revendication affirmée par notre Congrès de juillet qui disait «il faut que les libertés démocratiques puissent s'exercer plus pleinement». Loin de s'exercer plus pleinement, les libertés démocratiques sont souvent bafouées et celles-là mêmes des populations qui, peu à peu, s'habituaient à y croire et, parfois même, commençaient à en connaître le fonctionnement, aujourd'hui se mettent à en douter.
Je ne sais, camarades, si les débats du Congrès permettront à Lamine-Gueye - tout à l'heure, j'avais le plaisir de le saluer dans la salle - de refaire au Conseil national le récit qu'il me faisait lui-même. Dans ce Sénégal qui, depuis plus d'un siècle, est considéré comme un département français, où les meilleurs des nôtres avaient peu à peu habitué les habitants à se considérer comme des Français, qui commençaient à connaître les libertés démocratiques, qui, même, avaient manifesté à la France, à la France démocratique, en des heures plus douloureuses, l'attachement sous la forme la plus belle qui soit - j'en cite un exemple que Lamine-Gueye me donnait : après 1940, après la capitulation, il y a eu dans de nombreuses régions, et au Sénégal comme ailleurs, des possibilités de sécession ; c'est à un homme comme Lamine-Gueye en particulier et à ses amis que l'on a dû de voir le Sénégal rester attaché à la terre française; à une heure où, pourtant, tout les incitait à ne pas le faire.
Au lendemain même de la libération, c'est encore au même homme qu'on a du faire appel pour calmer là-bas des angoisses légitimes ou parfois calmer, apaiser la rancœur aussi légitime, à la suite de certaines décisions.

(Applaudissements)
Or, aujourd'hui, l'administration, revenant à ses méthodes antérieures, élimine ces hommes-là, ceux qui ont su, par amour du Socialisme, confondre leurs goûts, leur amour du Socialisme et l'amour de la France démocratique, élimine ces hommes-là au bénéfice d'autres qui, demain, peuvent nous créer là-bas des difficultés aussi grandes que celles que l'on connaît actuellement dans d'autres territoires de l'Union Française. Alors, il y a là encore des sujets d'inquiétude, compensés, certes, par la même impression de fierté. Fiers, nous le sommes quand nous pensons que ceux qui ont su attacher à la notion de démocratie et de France républicaine et démocratique leur nom; ce sont à la fois des Lamine-Gueye ou des Félix Eboue, c'est-à-dire encore une fois "des Socialistes".
Mais j'en viens à la politique intérieure. Le Congrès extraordinaire des 4 et 5 juillet adoptait une motion de politique économique et sociale que je ne reprendrai pas, qui est longue et complète, mais que vous connaissez. Elle se terminait simplement par ces termes : "dans le cas où les circonstances ne permettraient pas à un gouvernement de direction Socialiste de prendre la responsabilité de l'application du programme ci-dessus défini, le Congrès donne mandat aux organismes d'exécution du Parti, à la Délégation mixte, au Comité directeur et aux groupes parlementaires de refuser la participation à tout chef de gouvernement qui ne prendrait pas publiquement l'engagement :
1°) de mettre immédiatement en oeuvre les mesures destinées à améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs, notamment l'échelle mobile, le salaire minimum interprofessionnel garanti, et à assurer la plus juste répartition du revenu national ;
2°) de ne pas porter atteinte aux prestations de la Sécurité sociale et aux nationalisations ;
3°) de ne pas laisser mettre en cause, sous quelque forme que ce soit, la laïcité de l'Etat et le régime scolaire.
En tout état de cause, il donne mandat aux groupes parlementaires de déposer, dans le plus court délai possible, les propositions de loi destinées à traduire en actes les articles du programme du Parti.
Aussi, dès la réunion de la nouvelle assemblée et la démission du gouvernement Queuille, notre Parti engageait la bataille pour amener la majorité issue des élections à compléter la victoire politique du 17 Juin par une victoire sur le plan économique et social. Très vite, il nous fallait nous rendre compte que nous allions nous heurter à la volonté d'une assemblée où on se demande ce qui l'emporte, de l'esprit réactionnaire ou de la mauvaise foi.
Malgré les engagements pris, nos candidats étaient éliminés des présidences les plus importantes des Commissions et la crise politique s'ouvrait ainsi dans une atmosphère qui ne permettait pas d'espérer que soient remplies les trois conditions minima fixées par notre groupe.
Dans l'ordre, Petsche est pressenti ; il ne se présente pas à l'investiture devant les difficultés rencontrées et renonce le ler juillet.1951. Robert Schuman se récuse. René Mayer est désigné. Le groupe vote l'investiture et René Mayer n’obtient pas la majorité constitutionnelle, il lui manque les voix MRP, Bidault, Paul

Reynaud se récusent. Petsche est de nouveau désigné. Le groupe, le 2 août I95I$_f$ se prononce contre l'investiture alors que la Délégation mixte s'était prononcée avant contre, la participation Petsche est battue. Je refuse à mon tour avec le communiqué que vous connaissez. Queuille aussi. Pleven est désigné.
Le 8 août 1951, le groupe vote l'investiture; la Délégation mixte se prononce contre la participation et le gouvernement est formé.
Pendant toute cette période, le parti a été l'animateur de la lutte à la fois sur le plan social : salaire, minimum vital, échelle mobile, zones de salaires ; sur le plan économique : défense des nationalisations, Sécurité sociale, et non pas parce que nous-mêmes avons mis la question en avant, mais parce qu'elle l'a été par les autres, plus particulièrement sur le plan laïc.
Il me faudrait citer toutes les interventions qui ont marqué les débats dans les discussions sur les votes d'investitures, le Populaire, le Populaire-Dimanche, la Documentation Politique du Parti les ont d'ailleurs reprises dans leur essentiel.
Je me bornerai donc, tant la liste est longue et surtout devant le risque que je courrais d'omettre des noms, à deux exemples. Comme ils étaient fiers et heureux les camarades du groupe quand Christian Pineau a défini les préoccupations du Parti sur le plan économique et social ! Ou encore quand Charles Lussy fixait en notre nom notre position politique et lançait des avertissements qui, hélas, n'ont pas été entendus. Aujourd'hui, et je les comprends, car ils ont droit à quelque repos, la plupart de nos camarades parlementaires sont absents; ils sont là, cependant, quelques-uns qui peuvent confirmer ce que je dis : depuis longtemps, nous n'avions éprouvé, dans le groupe, la même impression, le même sentiment, que le groupe entier se lançait dans une bataille avec un enthousiasme qu'on ne lui connaissait plus depuis un certain nombre d'années, non pas parce qu'il manquait d'enthousiasme, mais parce que les circonstances ne lui permettaient pas de le manifester de la même façon. Et c'était immédiatement la soi-disant petite session; celle-là, je ne vous la raconterai pas longuement. Vous l'avez tous suivie avec passion, il faudrait d'ailleurs des heures pour tout dire, mais vous recevrez bientôt la brochure que le Parti fait éditer, qui raconte par le détail ce combat et qui cite toutes les interventions. S'il me fallait d'ailleurs citer toutes ces interventions, je crois que je devrais purement et simplement prendre la liste alphabétique du groupe, et, dans l'ordre, appeler tous les noms ou presque, et encore je n'en aurais pas fini puisque le débat maintenant continue au Conseil de la République, et d'autres interventions vont être faites et même que le débat va revenir devant l'Assemblée Nationale pour une deuxième lecture.
Que mes camarades parlementaires me pardonnent donc si je ne cite pas, mais j'en ai présents à l'esprit, beaucoup, je sais que j'en oublierais et que par là même je serais injuste. Je n'en retiendrai qu'un seul. Les remerciements du Parti et de tous les laïcs de France atteindront à travers lui le groupe tout entier qui a mené là l'un de ses plus beaux combats depuis la libération, je choisirai donc pour lui dire, aujourd'hui, les remerciements du Parti tout entier, l'animateur de ce combat, notre ami Deixonne.
(Applaudissements)

Et maintenant, c'est encore le groupe qui mène la bataille sur le plan social : échelle mobile, zones de salaires, ce sont là des textes Socialistes Coutant-Titeux (?) et c'est sur ces textes-là que la Chambre discute et se prononce. Nous avons, là encore, le droit d'être fiers. Mais où en sommes-nous ? Sur le plan laïc, rien n'est encore terminé. Je disais il y a un instant que le débat reprend dans le Conseil de la république, il reviendra devant l'assemblée en deuxième lecture. De toutes façons, quelle que soit l'issue de cette bataille, nous ne reconnaîtrons jamais le fait accompli d'une majorité d'occasion, d'une majorité dont, il faut bien le dire, qu'elle a été immorale. C'est Lussy qui disait que nous n'irions ni à Canosa (?), ni à Monthoire. Ce qu'une majorité a fait, une autre pourra le défaire; nous prenons acte de la violation du statut post-scolaire ; désormais, nous ne l'acceptons plus et nous irons plus loin, c'est-à-dire que nous reprendrons, pour le faire appliquer, notre programme intégral sur les nationalisations, l'introduction des droits laïcs dans les départements de l'est.
(Applaudissements)
C'est à notre appel, à la suite des communiqués du groupe et du Comité directeur que les organisations laïques ont engagé la bataille. A la suite de ces communiqués, le secrétariat, invité à le faire par le Comité directeur, envoyait aux quatre grandes associations laïques l'invitation d'organiser la bataille dans l'ensemble du pays et nous précisions que si on voulait que cette bataille réussisse, il fallait qu'elle soit engagée par les organisations laïques elles-mêmes sans le concours des partis politiques en tant que tels. Que les militants politiques de notre Parti ou d'autres partis soient dans cette bataille, bravo ! mais que les organisations politiques n'aillent pas essayer de tirer elles-mêmes les bénéfices de cette bataille car c'est l'école laïque, c'est la laïcité qui, à ce moment-là, en fera les frais, en ferait les frais - je mets au conditionnel puisque les représentants des organisations laïques ont bien voulu tomber d'accord sur notre préoccupation et reconnaître que c'était là la meilleure façon de mener la bataille.
C'est encore après la déclaration de Lussy, sur invitation du Comité directeur et à la suite des lettres que j'ai envoyées à chacun d'eux, que les laïcs démissionnent maintenant de la Commission scolaire, et que l'ensemble des laïcs aura démissionné dans le courant de la semaine prochaine.
C'est après la déclaration de Schmitt (?) à la tribune de l'assemblée, avec l'accord du Comité directeur, que les quatre organisations laïques lancent la pétition sur le caractère non constitutionnel du texte et, cette fois encore, avec le concours des hommes des partis, mais sans les partis politiques.
Il appartient maintenant à tous nos militants d'être partout les meilleurs dans cette bataille laïque, dans les mouvements laïcs et à côté des mouvements laïcs.
Sur le plan social, nous avons déjà amené le gouvernement et la Chambre à d'importantes concessions, mais il n'est pas sans intérêt qu'il y a trois jours, que ce soit sur un texte Socialiste, l'assemblée, à l'unanimité, s'est obligée de se prononcer, faisant obligation d'appliquer l'une des résolutions adoptées à notre dernier Congrès national.

A nous d'être de la même façon, avec et dans les organisations syndicales libres, les meilleurs militants sur le plan social.
Et maintenant sur le plan politique ; alors là, disons-le franchement, nos inquiétudes sont grandes. L'ancienne majorité est rompue ; le problème scolaire se dresse entre les Républicains comme un obstacle infranchissable. Mais voyons plutôt pour essayer d'y voir clair, quelle est l'attitude des différents partis.
Je ne ferai à aucun camarade du parti l'injure de lui réexpliquer que nos alliés, dans certains scrutins, les Communistes, sont restés nos adversaires les plus irréductibles, comme ils sont d'ailleurs pour l'école laïque et la laïcité les ennemis les plus dangereux.
(Applaudissements)
Les radicaux se sont divisés ; une fraction très importante est en accord avec nous, mais sur le plan économique et social il nous faut bien savoir qu'ils ne se rallieront à nos thèses que s'ils y sont contraints, non par la raison mais par les événements.
Les indépendants, je n'en parle pas ; je dirai simplement que je serais reconnaissant au camarade qui pourra m'expliquer ce qu'est leur programme. Les intéressés eux-mêmes lui en seraient sûrement autant que moi reconnaissants. Nous n'avons jamais réussi à obtenir, à l'Assemblée Nationale, qu'un indépendant quel qu'il soit veuille bien monter à la tribune pour nous dire ce qu'il pense de la situation, soit internationale, soit nationale, soit économique ou sociale.
Je vais m'appesantir un peu plus sur le cas du MRP. Sa responsabilité est évidente dans la crise actuelle. Q'un certain nombre d'entre eux ait souffert de l'attitude adoptée, j'en suis personnellement convaincu, mais le fait est là. Tous, sans la moindre indiscipline, et c'est la première fois depuis la libération, tous ont préféré la solidarité cléricale à la solidarité républicaine. Pourquoi ? Oh ! diverses explications valent ; on peut estimer qu'ils avaient à payer des dettes, l'article de l'Osservatore Romano les ayant servis pendant la campagne électorale, s'ils s'en étaient tenus à l'égard de l'Eglise, c'est vraisemblable ; on peut estimer que la crainte de la pression RPF, a joué, c'est aussi très vraisemblable ; parfois, on pense qu'il s'agit, de leur part, moins d'une attitude post-électorale que d'une attitude préélectorale, à cause des élections au Conseil général. J'en doute personnellement, mais en tous cas, si tel était leur but, je dois dire qu'ils sont stupides parce que si ça doit payer dans ce domaine pour quelqu'un, ce n'est pas pour eux qu'ils ont purement et simplement tiré les marrons du feu pour le RPF. Et sur le plan électoral, ils n'y auront certainement rien, mais enfin toutes ces raisons peuvent être retenues, elles me paraissent pourtant insuffisantes. En effet, les dirigeants du MRP connaissent la situation internationale, leur homme d'Etat dirige la politique extérieure de la France sans aucune interdiction depuis la libération. Si nous, nous en excluons le moindre gouvernement Socialiste homogène, ils auraient donc dû être arrêtés dans une entreprise de division nationale à l'heure où les dangers internationaux sont si grands. Loin de là. Ils ont, au contraire, joué de nos propres préoccupations

internationales pour poser ce problème au Parlement et au gouvernement; n'y aurait-il donc pas une autre raison, elle-même de caractère international ? Et ce serait alors beaucoup plus grave. Ne serait-ce pas là une phase d'une entreprise de caractère universel, j'allais dire catholique, pour restituer à ce dernier terme sa plus authentique acception.

Quand on rapproche les événements d'Allemagne, d'Italie, de Belgique, de France, de l'Union Française dont je parlais tout à l'heure, n'est-on pas amenés à se demander si le Vatican, - inquiet des progrès du communisme stalinien -, ne croit pas devoir lui opposer le barrage partout d'un catholicisme plus ou moins teinté de social, selon que les circonstances l'exigent ? L'histoire nous montre que l'Eglise romaine, pour avoir perdu au début du siècle dernier la quasi-totalité de sa puissance temporelle, ne s'en était pas moins aisément accommodé, son influence spirituelle étant très loin d'avoir subi le même déclin.

Mais voici qu'avec le bolchevisme apparaît non seulement une menace contre une civilisation ou des régimes qui sont si fortement marqués de l'empreinte chrétienne, mais encore une foi nouvelle, une religion rivale, une religion à qui ne manquent ni la loi, ni le Pape, ni les prophètes, ni les plus chimériques paraboles, ni les trop réels enfers, ni l'inquisition, ni les guerres saintes, ni les fanatiques prêts au martyre. Qui plus est, la parole nouvelle tend à s'imposer devant nous, promptement, au détriment de l'ancienne, elle prétend s'adresser à la conscience collective à laquelle, peu à peu, s'éveille l'humanité.

Alors ? Alors, l'Eglise romaine ne s'accommode plus des rapports de bon voisinage avec les hommes qui, pour lutter contre la foi nouvelle, ne font appel qu'à la simple raison, c'est-à-dire à nous un peu partout. Elle veut réveiller la foi, il lui faut en quelque sorte préparer les Croisades.

Si telle était la raison essentielle de l'action du MRP, notre inquiétude n'en serait que plus grande et, sans donner cette raison comme la seule, je demande à beaucoup de nos camarades d'y réfléchir car elle fournit une explication à pas mal d'attitudes.

J'en viens au RPF. Disons-le simplement, c'est le grand vainqueur de l'opération qui vient d'être menée. Ce rassemblement était sorti diminué des dernières élections ; il est, malgré les apparences, profondément désuni dans son groupe parlementaire ; on peut estimer que 50% sont des réactionnaires d'extrême-droite, des conservateurs fieffés plus ou moins fascisants, 25% sont des caméléons à peu près prêts à tout, qui, si le RPF, un jour, était dissout, n'iraient ni à l'extrême-droite, ni au centre-droit, ni au centre-gauche, ni à la gauche, seraient à la disposition de quiconque leur offrirait des portefeuilles ; 25% sont formés, donc, plus ou moins de sociaux, soit qu'ils viennent de la résistance, parfois même du parti Socialiste, certains d'entre eux étant même laïcs, tous en profond désaccord entre eux, unis presque uniquement par l'espoir du succès. Ils se diviseraient très vite dans l'échec ou même, je le crois, dans une attente trop longue ; par contre, ils seraient immédiatement et solidement soudés autour du chef victorieux. Or, pour l'instant, ils se sentent, tout au moins ils se croient victorieux, oh ! pas sur la question laïque, le RPF. se moque autant de l'école libre que le parti Communiste de l'école laïque, c'est bien le dernier de leurs

soucis ; là n'est pas leur victoire, Soustelle l'a dite et Palewski l'a dit d'une façon bien plus claire encore que Soustelle dans un discours qui a fait moins de bruit, qui n'était pas prononcé à l'Assemblée Nationale, mais dans une réunion publique ; leur succès, c'est d'avoir rendu impossible, pour la suite, toute majorité républicaine. Ecoutons plutôt comment Palewski lui-même analyse la situation.

"S'il faut refaire un gouvernement, ce n'est pas difficile ; les Socialistes ne peuvent plus jamais voter l'investiture à un chef de gouvernement qui ne prendra pas l'engagement formel d'abroger les lois scolaires que l'on vient de voter ou qui vont être votées.

Le chef du gouvernement qui, pour avoir les voix Socialistes, prendrait un semblable engagement, est certain alors de ne plus avoir jamais les voix MRP, et réciproquement Alors, quelles hypothèses ? Un radical de droite, un MRP. de droite, car je signale que s'il faut en croire les bruits qui circulent, il est des contacts assez importants entre certains radicaux de droite et le RPF, on dit même - le bruit court -que certains contacts aussi existent entre des MRP. de droite et le RPF, c'est possible. Je dois dire que mon impression personnelle est que le RPF essayera beaucoup plus de s'appuyer sur le RGR, les Indépendants et les Radicaux de droite, que sur le MRP, et que, dans ses objectifs actuels, il y a, au contraire, l'écrasement du MRP ou l'écrasement ou l'absorption du MRP, mais enfin j'en reviens à l'hypothèse MRP de droite, radical de droite ou indépendant avec le soutien ou la participation RPF ; mais c'est Palewski qui commentait ; mais enfin, on nous prend pour des fous, c'est à l'heure où le succès est à notre portée que nous irions renflouer ces hommes qui nous méprisent profondément dans les RGR, MRP ou Indépendants ? Non, il ne resterait plus qu'une solution, et c'est celle à laquelle il faudra bien avoir recours disent-ils : de Gaulle. Et le RPF est convaincu, à l'heure actuelle, que la crise ouverte - quand elle sera ouverte - ne pourra plus se terminer que par l'appel à de Gaulle. Il arrive même que chez nous l'idée ait fait son chemin ; oh pas de la même façon ; il n'est pas un seul camarade, dans le Parti, qui ne sente le danger d'un gouvernement dirigé par de Gaulle, mais l'idée fort répandue est la suivante : la nouvelle majorité existe et se manifeste, alors qu'elle gouverne, et on verra bien !

Je voudrais personnellement, camarades, vous mettre en garde; je le fais sans passion, encore que c'est un sujet sur lequel je suis vraiment passionné. Je voudrais vous mettre en garde; il semble que, déjà, une sorte de fatalisme se soit emparé de certains d'entre nous et que nous ne nous rendions plus compte de ce que veut dire l'arrivée de De Gaulle au pouvoir par les voies légales. Comme si l'on pouvait supposer qu'après être venu au pouvoir par les voies légales, il continuerait à respecter la légalité ; comme si on ne se rendait pas compte qu'il représente avec certitude la menace de fascisme, qu'il le veuille ou qu'il ne le veuille pas, parce qu'il est obligé d'y venir, et alors de Gaulle au pouvoir quelles seraient les réactions ? Tous ceux qui pensent que le Parti essaierait immédiatement la réaction sous toutes ses formes parlementaires ou autres, mais quoi ? appels à la grève générale, appels aux manifestations publiques,

manifestations place de la Concorde ? Deux hypothèses : ou bien, dans l'atmosphère actuelle, ce serait l'échec des manifestations et, ces manifestations brisées, le fascisme au pouvoir, ou bien ce serait leur succès, et leur succès non pas avec nous comme animateurs, mais avec les bolcheviks comme maîtres de la situation.

Camarades, je vous dis, il nous faut faire attention; c'est grave. Mais alors, diront certains, quelle doit être notre attitude ? Je voudrais envisager quatre hypothèses : la participation, je crois sincèrement qu'elle est actuellement exclue et qu'il ne peut plus être, dans le Parti, pour le moment, personne qui le pense, car nous savons bien que nous n'obtiendrons pas la majorité sur l'abrogation des lois votées ou en cours d'être votées, et il faut dire que, même si ces problèmes ne s'étaient pas posés, nous ne trouverons pas de majorité pour accepter les conditions sur le plan social qui reste notre préoccupation première, celle sur laquelle nous sommes demandeurs. Deuxième hypothèse : l'opposition systématique. Camarades, je dis c'est la politique du pire ; que le parti Communiste ou le RPF pratique cette politique, on le conçoit, ils ont besoin de pire. Ce n'est pas la politique que le Parti Socialiste pratique ; d'ailleurs, où mènerait-elle ? Très vite à l'unité d'action. Vous allez de nouveau être l'objet de risettes et vous verrez proposer un peu partout l'unité d'action sur le plan social quand ce ne sera pas le front laïc, ça mène à l'unité d'action, ça mène à de Gaulle, je le disais tout à l'heure ; ça mène logiquement, sur le plan parlementaire, car c'est la seule conclusion qu'on en puisse tirer, à l'auto dissolution de l'assemblée, à de nouvelles élections très rapides, lesquelles, disons-le, ramènent très rapidement, dans la circonstance présente, aux deux dangers premièrement signalés : à l'unité d'action et à de Gaulle.

Troisième hypothèse alors, la capitulation, la tolérance, ou disons - employons le vocabulaire coutumier - en fait, le soutien automatique. Alors non, car là c'est la décomposition du Parti, car là, avec certitude, c'est sur le plan moral la ruine pour le Parti et il ne reste que la quatrième hypothèse c'est l'autonomie, c'est l'indépendance, c'est le Parti se battant régulièrement sur son programme, déposant surtout les propositions Socialistes, mettant en projet de résolutions et en projet de lois tout l'ensemble des résolutions du Congrès extraordinaire, le Parti continuant ce qu'il est en train de faire, ce qu'il vient de faire sur l'échelle mobile, car je vous affirme que ce sera pour le parti payant que le débat sur l'échelle mobile porte le nom de Coutant.

C'est quelque chose d'excessivement important que sur chaque débat nous ayons, à l'heure actuelle, des propositions Socialistes. Telle est, à mon avis, la seule route possible.

Vous me direz, je n'ai guère parlé de la tactique aux élections cantonales ; je vous ai dit, au début cependant, c'est là-dessus que nous allons avoir à discuter et Georges Brutelle va intervenir, mais cependant, j'ai l'impression que j'ai dit l'essentiel de la tactique aux élections cantonales en analysant ainsi la situation politique parce que je crois que la tactique découle beaucoup de la situation politique. Ce qu'il faut maintenant, c'est que le Parti, par les propositions qu'il défend, qu'il présentera et défendra, alors même qu'elles ne seront pas acceptées,

soit le parti qu'on attend, le parti qu'on attend non pas tellement parce qu'il s'oppose à ce qui est, mais plus encore et surtout parce qu'il propose des solutions, et alors, en face de nos inquiétudes, nous pourrons clamer non seulement comme j'ai dû le faire aujourd'hui notre fierté de la façon dont on s'est battu, mais encore, j'en suis sûr, notre confiance.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, l'exposé de Guy Mollet est très exact, judicieux et clair, et doit faire l'objet des débats du Conseil national, mais il est midi ; le Conseil national serait peut-être bien inspiré en n'ouvrant pas immédiatement le débat et en levant maintenant sa séance, mais à condition de la reprendre à 2 heures et de tâcher de la reprendre à l'heure exacte. Est-ce que nous sommes d'accord là-dessus, et d'accord aussi pour être à l'heure ?
(Il est proposé 2 h 30 et M. Grumbach fait remarquer que les camarades absents ne seront pas là dès le début de la prochaine séance. Un camarade suggère de continuer).

Guy Mollet - De toute façon, cet après-midi, les camarades ne viendront pas avant 3 heures, surtout ceux qui ne sont pas venus ce matin et qui ne savent pas cette décision ; alors on va guère commencer avant 3 heures. Dans ce cas, je propose qu'on consacre encore une heure ou presque à commencer la discussion.

Le président - Je préfère être en désaccord avec Guy Mollet sur ce point, mais sur l'ensemble du problème je déclare immédiatement que je suis entièrement d'accord.
Le Conseil national est d'accord pour entamer tout de suite la discussion ? Personne ne s'y oppose ? Bon.
Alors, je donne la parole au camarade Bonin, de la Haute-Loire.

Bonin

Camarades. Dès que j'ai eu connaissance de la convocation de ce Conseil national, j'ai demandé à Guy Mollet qu'il pût se dérouler selon un rite un peu moins archaïque que les précédents, c'est-à-dire les Conseils nationaux au cours desquels nous entendions les ténors du Parti pendant six ou sept heures avec, occasionnellement, quelques représentants des fédérations. Or, il est certain que les événements politiques récents ont jeté, dans les fédérations, un certain désarroi et une certaine inquiétude. On dit quelquefois, camarades, d'un individu qu'il est cocu et content. Je ne sais pas si le Parti est content, l'exposé de Guy Mollet me laisse à supposer que c'est le contraire, mais ce que je sais, c'est qu'il est cocu ; et je me demande si parfois, notre Secrétaire général, nos parlementaires comme le modeste Secrétaire fédéral qui vous parle, n'ont pas eu la tentation de se passer la main sur le front pour y sentir pousser les cornes politiques qu'on veut nous faire porter.
Et puisque nous parlons "tactique électorale", je crois qu'il serait bon de dire un mot des apparentements. Après tout, nous pourrions le recommencer, ça a si

bien réussi. Les apparentements me paraissent la faute politique et tactique majeure du Parti depuis la libération. Et je me félicite que ma fédération, comme celle du Cantal notre voisine, s'y soit refusée. Nous avions déjà bonne mine pendant la campagne électorale lorsque, dans un département où le député sortant MRP était officiellement apparenté avec le RPF, on venait nous jeter à la figure certains apparentements comme ceux de notre camarade Deferre (?) et de Mme Poinso-Chapuis ; c'est d'ailleurs assez savoureux aujourd'hui.

Que voulaient ces apparentements ? A quoi visaient ces apparentements ? A éviter la constitution d'une majorité anti-républicaine, d'une majorité négative, si je puis dire, une association RPF Communiste qui aurait eu la majorité à la Chambre. Eh bien, nous avons marché, et dès le lendemain des élections, nous avons vu le MRP. s'associer au RPF, c'est-à-dire un des éléments dissolvants, un des éléments anti-républicains, pour ouvrir dans les lois laïques une brèche qui compte tout de même, et nous avons vu - je reviens à la comparaison, elle est peut-être un peu brutale - le parti de Jaurès et de Blum jouer les cornards.

Eh bien, le Parti a commis une faute, je le dis sans acrimonie ; Guy Mollet a dit que nous discutions ici à huis-clos, il pourra alléguer la mauvaise foi MRP, mais vous savez il faut pratiquer un peu les Jésuites ; si les MRP ont eu cette attitude qui est franchement immorale, on aurait peut-être pu la prévoir puisqu'il parait que les décrets Poinso-Chapuis avaient déjà été enlevés à la sauvette au cours d'un Conseil des ministres où nous n'avions pas pu nous défendre.

Nous sommes impardonnables de nous être laissés tromper. Que voulez-vous ? Mettez-vous à la place des militants dans les campagnes loin d'ici ; les communistes leur jetaient leur démagogie en exposant leurs affiches de scrutin de voleurs ; ce n'est peut-être pas scrutin de voleurs, mais c'est certainement scrutin de volés, et nous sommes les volés. Les réactions du Parti, dans la lutte qui vient de se dérouler au Parlement, ont été normales, je les aurais voulu plus violentes ; et je me demande comment - et c'est là que je voudrais une réponse précise - comment considérons-nous désormais le MRP ? Car le MRP est tout de même le Parti qui nous a trompés, le Parti immoral; il a des ministres dans un gouvernement que nous avons soutenu, n'est-ce pas, et qui - ah ! je ne sais pas, moi - mettons qui a laissé voter les lois anti-laïques.

Quant à la défense laïque, j'estime que cette première défaite, cette première défaite politique, pourra être salutaire en fin de compte, car nous nous étions habitués beaucoup trop à défendre la laïcité dans des laïus, dans des états généraux ou tam-tams semblables, alors que la laïcité ça se défend à l'école et dans une classe.

Avant tout, la défense de la laïcité est une affaire de présence et tant que vous aurez un instituteur qui part le mercredi soir pour revenir le vendredi matin et qui part le samedi soir pour revenir le lundi matin, le curé le battra toujours.

(Applaudissements)

La défense de la laïcité, c'est une affaire de dévouement et nous sommes assez nombreux ici à avoir vu nos grands-pères et nos pères instituteurs faire leur école laïque comme des apôtres pour savoir ce que ça veut dire.

Et la défense de la laïcité, c'est aussi une question de rigueur laïque, et tant que vous n'aurez pas des inspecteurs d'Académie, des recteurs et des ministres, y compris Socialistes, qui auront le courage de sortir de sa classe un enseignant qui viole la laïcité, vous serez encore battus par les cléricaux.
Les instituteurs - je ne vous apprendrai rien - constituent généralement, dans nos fédérations, des militants admirables et c'est d'eux qu'on peut dire que l'action d'un militant, son travail, ont vraiment une valeur de propagande pour le Parti tout entier, mais je ne vous cache pas que lorsque, par exception, il se trouve, dans ma fédération, un instituteur Socialiste mais qui est déficient au point de vue professionnel, eh bien je m'arrange pour le liquider, parce que le Parti fait une bonne opération.
Eh bien, il faut convenir, je conviens avec notre camarade Charles Lussy, que nous avons perdu une bataille, mais il faudrait bien se demander maintenant comment nous allons poursuivre et comment nous entendons gagner cette guerre de l'école laïque ; les militants attendent des décisions, d'autant plus que, dans les fédérations - je ne sais pas si vous avez éprouvé ce sentiment -, nous avons une situation assez difficile parce que, vis à vis de la propagande communiste, nous avons tout de même une position assez ridicule, et vis à vis des cléricaux eh bien nous avons la position des battus.
Je crois que c'est une situation qui n'est pas toujours drôle ; il faut voir ceci au contact des gens et le voir dans certains départements comme le mien, qui n'est pas la Haute-Loire mais plutôt la Haute Vendée, il faut que nous puissions dire à nos militants - et je crois que l'exposé Guy Mollet n'est pas assez précis là-dessus - : le MRP nous a trompés, le MRP s'est conduit en Jésuite, dans le sens péjoratif du mot, nous ne voulons plus entendre parler de ce Parti-là, ni au gouvernement, ni ailleurs ; nous ne le soutiendrons jamais.
Et je crois que le moment est venu de s'appliquer la parole de Jaurès, à savoir que le courage c'est de dominer ses fautes, d'en souffrir et de ne pas en être accablés, et de poursuivre son chemin. C'est ce chemin que je voudrais que nous délimitions tout à l'heure avec beaucoup de netteté et, si c'est possible, avec un peu de hardiesse.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Bloch.

Pierre Bloch

Camarades. C'est avec beaucoup de plaisir que j'ai entendu l'exposé si clair et si précis qu'a fait Guy Mollet. Si Guy Mollet est Secrétaire général du Parti, il est aussi un parlementaire et il est peut-être plus facile à un non-parlementaire de dire avec quelle fierté tous les militants ont vu la bataille menée avec courage par le groupe parlementaire dans cette nouvelle Chambre.
(Applaudissements)
Nous avons été fiers de son action et sur le plan laïc et maintenant dans la bataille sociale qu'ils viennent d'engager, et, comme Guy Mollet l'a dit tout à l'heure avec juste raison, il y avait peut-être longtemps qu'on n'avait pas vu, au

groupe parlementaire, autant de dynamisme, autant d'action, et cette campagne du groupe parlementaire doit puissamment nous engager dans la campagne électorale de demain.
Guy Mollet a dit tout haut ce que nous pensons à peu près tous : notre inquiétude de la politique imprudente de l'Amérique, et nous devons dire - et les Socialistes doivent le dire et le répéter - que nous ne voulons pas que la France devienne un satellite, pas plus que nous ne voulons que l'Amérique se lance dans une politique de provocation qui finirait tout de même à nous mener à la guerre. Or, le but du Pacte Atlantique et de l'alliance avec l'Amérique, c'est d'éviter la guerre et non pas de nous mener à la guerre.
Et je dirai aussi que lorsque Guy Mollet tout à l'heure a fait un tour d'horizon sur la situation de la France d'outre-mer, nous avons le droit aussi, en toute amitié, d'adresser des reproches à nos camarades qui étaient au gouvernement avant les élections. Si Lamine-Gueye a été battu au Sénégal, c'est parce qu'on a permis que le remplaçant de Bechard soit un nommé Chaumel qui a été l'homme de Vichy en Indochine.
(Applaudissements)
C'est parce qu'on a permis qu'un nommé Gauthier soit Secrétaire général en Indochine et qu'il a eu l'impudence d'aller, en uniforme, assister à la messe en l'honneur de 1'ex-Maréchal Pétain.
Si ces hommes sont aujourd'hui à la tête de la France d'outre-mer où il faut une politique réactionnaire et coloniale, c'est que nous avons permis que ces hommes remplacent des Socialistes à la tête de certain gouvernement général.
(Applaudissements)
Mais enfin, ce qui doit nous animer aujourd'hui - et on l'a très bien senti dans l'intervention de Guy Mollet -, c'est que demain nous ne soyons pas isolés dans la démocratie ; on a l'impression que c'est la volonté de nos adversaires de nous exclure petit à petit de tous les postes de dirigeants. On l'a bien vu à la bataille des Commissions à l'Assemblée Nationale, on le verra ailleurs, de plus en plus, essayer d'exclure les Socialistes des postes de direction ; c'est incontestablement la volonté de nos adversaires, et il faut que nous nous défendions car, vous le savez, si nous sommes isolés dans la démocratie, il y a peut-être encore des camarades qui ont la nostalgie d'un certain Front populaire et, il faut bien le dire, il est possible - et nous le sentons bien à la veille de ces élections cantonales - que le parti Communiste nous propose partout des fronts unis ou des fronts laïcs dont ils seront, en définitive, les véritables animateurs et les véritables dangers ; et ce serait un grave danger pour le Parti de retomber à nouveau sous l'emprise du Parti qu'est le Communisme, qui l'emmènerait certainement à des lendemains tragiques pour la vie de notre Parti ; nous savons bien que la situation politique n'est pas facile, nous savons bien - Guy Mollet ne l'a pas dit, mais un homme qui n'est pas un parlementaire peut le dire - nous savons très bien que si Pleven était renversé, la situation ministérielle serait des plus difficiles, que peut-être aucun des hommes auxquels on pense - que ce soit Queuille ou que ce soit Petsche, ou que ce soit Mayer - serait capable de réunir la majorité constitutionnelle, et il suffit de fréquenter certains directeurs de journaux ou les couloirs de la Chambre

pour savoir ce qui se dit et se répète : que le RPF est aujourd'hui persuadé que si demain il y avait une crise ministérielle, on serait, au bout de quelques jours, après une agitation de rues savamment préparée, à laquelle les Communistes ne seraient pas les premiers à tomber dans le panneau, amenés à déclarer que le seul homme capable de réunir les 320 voix constitutionnelles au Parlement serait le Général de Gaulle.

Eh bien, c'est quelque chose qui doit être assez grave pour nous faire réfléchir et je voudrais dire que, tout de même, puisqu'il s'agit d'élections cantonales, il s'agit non seulement, à mon avis, de tactique pour ces élections cantonales, mais il s'agit aussi de programme.

Ces élections cantonales seront plus difficiles peut-être que les élections législatives, en raison même de leur caractère particulier, nous devons nous battre et remporter une grande victoire qui serait importante pour la vie-même du Parti. Nous avons de très nombreuses présidences de Conseil général, il s'agit de ne pas les perdre ; et vous savez que l'action des Conseillers généraux Socialistes a été utile à la propagande du Parti, certes ; il faut que le Parti affirme, à l'issue de ce Conseil national, sa volonté d'avoir des candidats partout ; partout où un Conseiller général est sortant, le Parti Socialiste doit être présent. Ces élections sont politiques, nous l'avons dit, nous l'avons répété, et le Parti Socialiste, dans un manifeste à lancer à la veille des élections cantonales, a surtout parlé de politique extérieure. Je crois que ce serait une erreur, si le Parti lançait un manifeste à la veille des élections cantonales, de tomber dans ce défaut ; certes, elles sont politiques, mais une vieille expérience - je suis Conseiller général depuis bientôt vingt ans - montre qu'au Conseil général, l'électeur veut qu'on lui parle d'administration, et il a raison. Et il faut bien reconnaître que, depuis le scrutin départemental, il s'adresse et prend contact avec son élu, bien plus qu'avant la guerre où il connaissait plus son député que son Conseiller général.

Pourquoi le Parti ne profiterait-il pas de cette consultation électorale pour demander aux 38 000 Conseillers municipaux de dresser les besoins de toutes les communes qu'ils administrent, et que les Conseillers généraux nouvellement unis établiraient l'urgence des travaux et retiendraient l'essentiel qui est d'équiper jusqu'au plus petit village ?

Il faut rappeler, dans notre programme d'action, que sur 38 000 communes, 81% ont épuré leurs eaux, 5% ont encore le gaz, 28% l'eau potable, et 27% ne sont pas encore éclairées à l'électricité, en 1951.

Les mêmes statistiques, qui datent de 1949, apprennent que sur 45 millions de Français, près de 15 millions ne sont jamais allés dans une salle de spectacles, et quand on pense qu'un Français sur dix lit maintenant un journal, nous avons le droit d'envisager l'avenir avec une certaine inquiétude. Les Français qui habitent les campagnes sont les plus abandonnés. Ces élections cantonales qui sont, par excellence, des élections rurales, doivent nous permettre de le rappeler. Rendre le village plus gai, plus attrayant : voilà une oeuvre merveilleuse à entreprendre et qui doit être le guide de notre action départementale.

Il faut avoir le courage de renouveler la vie paysanne et de lutter contre le taudis de nos communes rurales ; le taudis, le garni, ont ruiné la santé du paysan et compromis la vitalité de la nation française.
Je voudrais un programme avec, comme tête de chapitre, "les constructions, les transports et routes, les sinistres et dommages de guerre, et l'adduction d'eau".
Dans le département de l'Aisne, 279 communes, représentant une population de plus de 71 000 habitants, ne sont desservies par aucun moyen de transport.
Il est inadmissible de penser qu'en 1951, une large fraction de population ne bénéficie d'aucun moyen de transport, et ce qui est vrai pour le département de l'Aisne doit être vrai pour les autres départements français. Je dirai que la coordination du rail et de la route échappe à l'initiative des Conseillers généraux. Il existe une législation que nous sommes chargés d'appliquer, mais que nous sommes impuissants à modifier ; ce sont donc les parlementaires qui devraient agir pour compléter au plus tôt les décrets de 1949, nous devrions le rappeler dans notre programme électoral du Conseil général. De nombreuses communes de France n'ont aucune voie d'accès à des routes nationales ou à des gares. Il faut d'urgence tracer un vaste programme de désenclavement des chemins ; l'hiver, beaucoup de nos villages sont transformés en véritables marécages, les petits chemins vicinaux en véritables rivières parce que la dépense, pour les remettre en état, est hors de proportion avec les moyens contributifs locaux. Il faut que les Conseillers généraux aillent au secours de ces petites communes rurales, je pense qu'il faut le dire et le rappeler dans notre programme ; les sinistres et dommages mobiliers, voilà une action et une initiative pour un Conseiller général ; et quand on pense à l'exemple tragique du peu de communes qui ont l'eau potable, il est bien évident qu'en raison du coût actuel d'une installation d'eau potable, bien peu de communes rurales peuvent faire face aux dépenses de réalisation.
A côté de l'Etat, il faut, de plus en plus, l'aide du département, nous ne devons pas avoir peur de le rappeler au cours de cette campagne électorale. Il est indispensable d'insister sur le rôle essentiellement administratif du mandat de Conseiller général, sur le souci constant qu'ont eu les Socialistes à ne pas profiter inconsidérément des finances du département mais d'en faire un usage judicieux pour que soient rentables, à brève échéance, tous ces travaux.
Une victoire Socialiste aux élections cantonales ! Je voudrais que cette campagne électorale soit engagée avec foi et avec force. Partout des candidats, partout défense de l'idéal républicain et de l'idéal laïc !
Je suis persuadé que si le Parti Socialiste remportait une grande victoire aux élections cantonales, cela aurait des répercussions considérables sur la politique intérieure française.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Paul Ramadier.
Je pense que le Conseil national sera, d'accord, après Ramadier, pour lever la séance. (Le président indique la composition du Bureau de l'après-midi).

Paul Ramadier

Mes chers camarades, je voudrais tout d'abord dire que s'il ne s'agissait que des élections cantonales, je souscrirais entièrement à ce que vient de dire notre ami Pierre Bloch. Elles sont essentiellement administratives, nous n'aurons pas de voix si nous dévions le débat sur le plan politique, et certes nous n'avons pas à dissimuler notre programme : nous pouvons avoir à répondre à des hommes ou à des Partis qui tentent cette déviation, mais il est certain que nos candidatures doivent être placées sur le plan administratif d'abord.

On demande des chemins, au Conseil général ; c'est sa fonction, sa fonction essentielle, sa fonction presque unique. La politique, lorsqu'elle est introduite au Conseil général, outre qu'elle pose toujours les problèmes à faux, est généralement vue très mal de l'opinion. Et il semble qu'un Conseil général qui sombre dans les débats politiques abandonne sa fonction véritable, s'en désintéresse pour faire quelque chose qui est d'une autre fonction et d'un autre ordre.

Mais, un débat de Conseil national n'est pas une réunion électorale pour le Conseil général et l'analyse que tout à l'heure a présentée notre ami Guy Mollet, si fouillée, si pénétrante, a posé un problème qui n'est peut être pas celui qui est à l'ordre du jour du Conseil national mais qui est à l'ordre du jour de tous les esprits.

Nous aurons, dans le vote final, à tenir le plus grand compte de ce qu'a dit Pierre Bloch, mais il n'est pas mauvais, il est même indispensable que nous analysions la situation politique que nous en discutions entre nous et que même s'il n'y a dans les résolutions que très peu de choses qui fassent écho à nos discussions, nous sachions les uns et les autres ce que nous voulons et ce que nous pensons.

C'est donc sur le plan politique que je veux me placer, non pas pour exprimer des regrets, mais en définitive pour me féliciter et féliciter le groupe parlementaire, comme on l'a fait tout à l'heure, de son action depuis le début de cette législature.

On peut dire ce que l'on voudra des apparentements, - mon expérience, personnelle, ne m'incite pas particulièrement à en penser un bien exagéré ! - mais, néanmoins, je me permets d'indiquer à notre camarade de la Haute-Loire que nous n'avions aucune illusion, nous savions très bien que 1'apparentement était fait, d'une part, d'un souvenir du passé, - qu'on était justement en train d'ensevelir à la veille des élections, car l'offensive contre la laïcité avait déjà commencé, avait même pris une certaine acuité, - et les souvenirs de la majorité d'hier, du tri-partisme, du tri-formisme, commençaient à s'effacer de tous les esprits, peut-être même des esprits républicains populaires, plus encore que de tous les autres !

Seulement, nous avions ce danger - et qui n'était pas chimérique ! - que si nous étions allés à la bataille électorale avec la proportionnelle, il y aurait eu 350 députés ou Communistes ou RPF et qu'il n'y aurait même pas eu de majorité pour dissoudre l'assemblée. On entrait immédiatement, de plein pied, dans la crise de régime.

Fondation Jean-Jaurès

Evidemment, nous aurions préféré d'autres solutions, mais le Parti a marqué pour le scrutin d'arrondissement, au cours des débats sur la réforme électorale, une préférence peut-être plus accentuée que celle qui a été marquée dans les Conseils nationaux ou dans les Congrès, seulement cette solution, il fallait une majorité pour l'adopter et cette majorité n'existait pas !
Nous étions en présence de la nécessité d'accepter cette solution, qui heurte le sens, de l'apparentement, ou bien d'accepter le risque de l'impossibilité, pour le régime, de survivre.
Nous avons préféré le risque moindre. Nous savions très bien qu'après ces élections, la majorité de l'assemblée dernière deviendrait impossible, que l'ardeur avec laquelle le MRP posait le problème laïque, que d'autre part les réticences des indépendants et des radicaux sur les solutions sociales, inévitables, rendraient absolument impossible, inconcevable, tant que des événements de grande importance ne seraient pas survenus, que la situation ne serait sensiblement modifiée, une survie de la 3ème Force et qu'un gouvernement à son image, même étendu aux Indépendants n'était pas possible.
Nous le savions. Nous avons accepté ce risque. Nous avons fait plébisciter, avec une majorité relative, l'action de l'assemblée dernière et, par conséquent, la nôtre, mais nous savions aussi que cette approbation avait tout juste la valeur d'un éloge funèbre et que cela ne voulait pas dire : continuez.
Pour ma part, j'avoue que j'aurais désiré que, dès le début de la législature, les cléricaux aillent à l'extrémité de leur politique et tentent une majorité de droite. Comme il arrive toujours, on est resté à mi-chemin ! On a fait demi-tour à droite, et puis un quart de tour à gauche et puis un demi-quart entre les deux, de telle sorte qu'il faut recourir aujourd'hui à un sextant de la marine pour faire le point ! Nous assistons à cette situation parlementaire paradoxale, c'est que des débats passionnés se déroulent à l'assemblée, qu'il y. a une majorité et une minorité et que le gouvernement n'est pas avec la majorité, et n'est pas avec la minorité, et qu'on ne sait pas très bien s'il plane au-dessus ou s'il navigue en dessous ! La politique parlementaire moderne a pris toutes les pratiques de la marine militaire ! Il y a même des torpilleurs, hélas !
Dans ce débat confus, eh bien le Parti a pris vraiment l'attitude qu'il devait prendre. Nous avons mené avec clarté, avec élan, le combat laïque et le combat social que nous poursuivons. Nous ne pouvons pas y perdre et nous sommes obligés, si même nous ne le voulions pas, de continuer ce combat jusqu'au bout.
Le problème ministériel s'est placé en dehors, on ne sait pas trop où ? Ce n'est pas notre préoccupation : nous ne cherchons ni à faire ni à défaire les gouvernements, nous cherchons à défendre un certain nombre de choses essentielles !
(Applaudissements)
Dans l'indépendance, dans l'autonomie ? Guy Mollet, permets-moi de te dire que je fais des réserves sur cette formule ! Ce n'est pas en nous isolant que nous pouvons défendre, c'est en constituant un centre de rayonnement, un foyer. Or, je constate une chose, et qui n'est point vaine et qu'il faut souligner : au début du combat laïque, les Radicaux semblaient incertains et peu nombreux ceux qui

voulaient prendre la barre dans la bataille, et c'est l'élan avec lequel les Socialistes ont mené le combat qui a ranimé chez les Radicaux les vieux, disons "anti-cléricaux", qui a ranimé la flamme et qui fait qu'aujourd'hui, dans le pays, il y a dans l'opinion radicale un mouvement, un mouvement qui vient se joindre au nôtre et dont l'importance politique peut, dans l'avenir, être grand.

Par conséquent, sur le plan parlementaire, je crois que nous sommes sur une voie excellente.

Cette assemblée, malgré les majorités cléricales qui se sont manifestées, n'a pas encore trouvé son assise ; elle a pris des problèmes latéraux, de ceux qui ne se posaient pas, car enfin, quel besoin les cléricaux avaient-ils de soulever ce problème laïc dont la conclusion sera nécessairement une défaite pour eux, et d'ores et déjà aujourd'hui, est-ce que les lois votées correspondent à leurs espérances ou aux promesses des partis ?

Ils ont été obligés, par exemple, d'abandonner cet article 4, sur les avances des collectivités locales, qui sans doute était une des choses qui touchaient le plus un grand nombre d'entre eux ! Ils n'ont pu faire passer tout le reste que par une sorte de mobilisation générale, ils ont donné tout leur effort pour obtenir des avantages qui sont toujours partagés et qui, même dans le texte de la Chambre, sur les allocations scolaires, donneraient à l'école laïque un avantage que n'aurait pas l'école laïque autrement ! Ils ont perdu même en gagnant et ils savent que s'ils renouvellent, ils perdront encore et plus encore dans le pays qui, mon Dieu, ne se passionnait pas pour la laïcité, qui avait accepté que le problème soit réglé, qu'on n'en parlât plus et qui, maintenant, est irrité de ce renouvellement d'une vieille querelle.

Et je crois que sur le plan social, il en sera de même. Je crois que les initiatives qui ont été prises par le groupe parlementaire, par notre ami Coutant, les textes qui seront votés, même s'ils ne répondent pas entièrement à nos vues, représenteront cependant en définitive un progrès assez grand pour que le Parti, et le Parti seul, sorte grandi d'une bataille qu'il a provoquée et dont tout le monde sent, au contraire, l'opportunité.

Par conséquent, je ne demande pas que l'on modifie la politique actuelle du Parti, mais comme l'ont fait d'autres camarades, et Pierre Bloch en particulier dans quelques phrases, je voudrais souligner cependant que, quels que soient les résultats remportés, le problème majeur, fondamental de la politique française reste le problème Communiste.

Oui, il reste le problème Communiste, parce que malgré les tentatives, les propositions, les invites à des négociations et à des conversations, nous n'avons nulle part, sur aucun point, noté une modification de la politique soviétique qui puisse être considérée comme un pas vers un règlement général.

Il y en a deux possibles : il y a le règlement de la collaboration internationale, les Soviets prenant leur place dans le concert des Nations, à l'ONU, et à tous les organismes qui peuvent avoir été constitués ou qui pourraient l'être dans l'avenir. Cela a été l'illusion américaine de croire, à la fin de la guerre, que la collaboration était possible ! Eh bien, à l'heure actuelle, la preuve est faite que, tout au moins dans l'état présent des événements et des hommes, la collaboration

est impossible et que chaque fois qu'il y a un appel à la collaboration, on aboutit au contraire à la naissance d'une difficulté nouvelle, ou pour le moins d'une déception.
Il y a une autre formule qui semblait bien être impliquée dans la notion de co-existence, que l'on trouve énoncée dans les discours Communistes et qui, récemment, était reprise et par M. Malyk et par Jacques Duclos, à la Chambre d'abord, ensuite dans son- discours de clôture du dernier Comité central.
La co-existence, elle implique le partage des frontières, fermes, fixes, solides, que les influences ne puissent surmonter et dépasser. Alors, évidemment, il s'établit, par l'équilibre, une stabilité et une paix, une stabilité et une paix qui sont évidemment entachées d'une certaine précarité, car les rapports des forces se modifient, quoi qu'on fasse, par l'évolution de tous les facteurs en jeu, et l'équilibre peut se trouver rompu à certains moments, mais du moins y a-t-il possibilité d'une période plus ou moins longue, que nous pouvons espérer prolongée, pendant laquelle, s'il n'y a pas la paix gageure, tout au moins nous évitons les orages.
Eh bien, cela non plus, les Soviétiques ne le veulent pas.
J'ai des loisirs. Je me suis appliqué à rechercher dans tout ce que je pouvais avoir, et dans le présent et dans le passé, de littérature Communiste, un discours, une résolution de Congrès, un acte dans lequel soit impliquée cette volonté de fixer des frontières fermes, qui impliquent un partage véritable et, par conséquent, la liberté donnée à ceux qui sont de ce côté-ci, de vivre suivant leur gré. Je n'ai rien trouvé, ou bien peu de choses, et généralement des tendances qui ont été démenties, des déclarations sans lendemain ou même pire encore, des velléités qui n'ont pas rencontré la majorité et qui sont devenues des hérésies !
Par conséquent, il faut bien que nous nous mettions en face du fait : il n'y a pas de règlement, de quelque durée, possible, avec les soviets et comme, d'autre part, il me paraît démontré que, sauf accident, ils fuient la guerre générale dont ils savent, à coup sûr, qu'elle sera désastreuse pour leur régime, eh bien nous vivrons dans cette espace de guerre froide ou l'essentiel de l'agression consiste dans le noyautage intérieur des différents pays. On ne cesse jamais le feu, on le ralentit.
Voyez en Corée ! On a discuté à Kaesong - et tout de même, au lendemain du rappel de Mac Arthur, à une date où l'Amérique venait de donner le plus remarquable exemple de bonne volonté, - et pendant des semaines on a discuté tout aussi bien qu'au Palais Rose, et on discutera peut-être demain de nouveau, et pendant ce temps-là, certes, on s'est moins battu, mais... on s'est battu quand même !
Je pense qu'il est dans la nature de l'action soviétique de ne jamais chercher l'embrasement général, mais de ne jamais consentir non plus à l'apaisement général.
Et croyez-moi, ceci ne vaut pas seulement sur les fronts de guerre, cela vaut aussi sur le front intérieur.
Nous assistons, à l'heure actuelle, à un adoucissement de l'attitude Communiste. On pouvait penser, à un certain moment, à un virage, à une offre de

collaboration, à un Front Populaire, un Front laïque, que sais-je moi !... un Front de la paix, un Front social. Nous n'avons eu aucune offre adressée aux organisations, aucune proposition et même le Comité central, le dernier, a mis l'accent sur la nécessité d'abattre les chefs Socialistes, de les séparer de leurs troupes, de rejeter les organisations du Parti.

Mais, s'il n'y a pas eu cette offre précise et claire, il y a eu tout de même, et dans les décisions du Comité central et dans l'attitude Communiste, la volonté de rechercher par tout une aide chez ceux qui ne sont pas Communistes. Cela a été dit en propres termes, non seulement il n'y aura pas de candidats Communistes aux élections, mais seulement des candidats de l'Union... autrefois c'était "Républicaine et Résistante", maintenant le nom est si long que je ne me le rappelle plus !... Et ces candidats, la plupart du temps, ne seront pas Communistes. Je dirais même qu'à l'heure actuelle, il advient que certains ne sont même pas des Communistes camouflés, que ce sont des hommes qui répondent à d'autres idéologies, qui sont sincèrement, anti-Communistes, mais qui acceptent l'action commune avec les Communistes sur certains points et pour certains buts.

Quels buts ? On pourrait penser que la laïcité serait l'un des thèmes mis en avant ! J'avoue que je suis au contraire très frappé de la place extrêmement modeste que les Communistes lui réservent ! Bien sûr, dans les milieux laïques, on s'en servira, mais on s'en servira comme d'une arme avec laquelle on désire ne pas blesser des voisins que l'on pourrait attirer sur d'autres plans. La bataille Communiste ne sera pas une bataille laïque.

Il y a deux plans, il y a l'Appel des Partisans de la Paix, qui reste, j’en suis convaincu, le principal cheval de bataille et par lequel on peut faire appel à des catholiques, à des chrétiens de toutes sortes, à des Radicaux, à des Socialisants et même simplement à des hommes qui, mon Dieu, ne veulent pas la guerre et qui sont disposés à accepter n'importe quelle alliance dès lors qu'on leur promet la paix.

Et puis, il y a le plan social. Vous avez vu l'article de Frachon : appel aux organisations, appel qui sera repris dans tous les milieux ouvriers et qui servira à dénoncer les Socialistes qui ne veulent pas de ce front commun, comme on reproche à "Force Ouvrière" de se dérober à l'appel de la CGT ! Il est assez curieux que la CFTC, et d'une manière générale les catholiques sociaux, ne comprennent pas le piège qui est tendu, à moins qu'il n'y ait quelque manœuvre tellement machiavélique que mon pauvre esprit ne parvient pas à la saisir !..

Et nous aurons ainsi une tentative d'enveloppement du Parti, nous aurons une action qui tentera de miner le Parti par le dedans. Cela s'appelle plumer la volaille, cela s'appelle noyauter, ça n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau, c'est que, tout de même, dans la technique de ce noyautage ou de ce plumage de volaille, des progrès considérables ont été faits et qu'aujourd'hui, eh bien, on ne se contente plus des pièges grossiers, mais que l'on prend dans les faits, de la manière la plus adroite, ce qui peut servir et qu'on l'utilise au maximum.

Fondation Jean Jaurès

Il ne faut pas oublier qu'il y a là, qu'il reste là le danger le plus grand, danger pour notre existence de Parti. Le Socialisme démocratique aurait bien vite fait de périr si nous faisions le premier pas dans cette voie.
Je crois, comme on l'a dit tout à l'heure, que l'idée d'un front unique, d'une unité d'action avec le Parti Communiste a fait beaucoup de pas en arrière dans le Parti, mais je crois qu'il faut être singulièrement vigilants.
Les élections cantonales - et cela me ramène au sujet du Conseil national, seront assez compliquées pour que, dans bien des cas, la proposition Communiste puisse entrer en ligne de compte dans l'esprit de nos candidats. Eh bien, je crois qu'il est essentiel que le Conseil national mette en garde les fédérations contre les risques mortels que peut représenter, non seulement une alliance ouverte, non seulement une combinaison visible, mais même quoi que ce soit dont le résultat incontestable serait de mettre le Parti en tutelle Communiste.
Nous avons mené un bon combat, dans des conditions difficiles, nous allons trouver à côté de nous un abîme dans lequel nous pouvons verser. Eh bien, il faut que le Conseil national dise à tous : "N'y tombez pas !
(Applaudissements)

Le président - La séance est levée et sera reprise à 3 heures cet après-midi.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national du dimanche 16 septembre 1951

Séance du 16 septembre 1951 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Cordonnier.
Assesseurs : Henry (Cher), Cuénot (Doubs), Bruandet (Nièvre)

Le président - Camarades, nous reprenons la séance. Je donne immédiatement la parole à notre camarade, Charles Lussy.

Charles Lussy
Camarades, ce matin, Paul Ramadier, intervenant dans le débat sur la tactique pour les élections cantonales, a défendu, entre autres, cette idée que les élections cantonales devaient être placées surtout sur le terrain administratif et que, par conséquent, la campagne des candidats du Parti devait s'imprégner fortement de cette pensée qui, selon lui, domine le corps électoral.
Ramadier n'a peut-être pas tort dans le fond. Il est exact qu'on ne saurait confondre les élections cantonales avec les élections législatives. Il est vrai que le côté politique n'y est pas toujours le principal. Mais il est vrai aussi qu'au lendemain du scrutin, ces élections deviennent des élections politiques, que l'on fait le décompte des sièges gagnés et perdus par chaque parti, et que, dans les temps où nous sommes, surtout, on ne manquera pas de tirer, du résultat du scrutin des 7 et 14 octobre, des déductions et des conclusions par rapport à la

Fondation Jean Jaurès

situation politique, et plus particulièrement peut-être, à la situation parlementaire, telle qu'elle résulte des derniers débats.
Le Parti se doit donc d'attacher une importance particulière à cette consultation.
Elle se présente pour lui, du point de vue numérique, dans des conditions qui ne sont pas particulièrement favorables, il faut l'avouer. Les dernières élections cantonales ont été, pour nous, un grand succès. Les élus Socialistes ont marqué la première place. II est évident que la nature des alliances contractées alors, le climat dans lequel ont eu lieu ces élections, sont bien différents de ceux que nous allons rencontrer en octobre prochain. Dans beaucoup de cas notamment, le désistement des Communistes, qui était du reste payé de réciprocité, nous a assuré de nombreux gains que nous sommes certains de ne pas retrouver.
Car, je veux dire tout de suite, au début de ces explications que je tâcherai de faire le plus brève possible, qu'il est une chose qui me paraît, en tous les cas, impossible pour le Parti, c'est de modifier la position qui a été la sienne, lors des dernières élections législatives.
Sur le plan politique, nous continuons nos batailles pour les libertés démocratiques et pour la paix. Et cela veut dire qu'en aucun cas, il ne saurait y avoir de contacts entre le Parti Socialiste et ceux que nous continuons à considérer comme les ennemis de la démocratie, le RPF, d'une part, qui tend au pouvoir personnel, le Parti Communiste, d'autre part, qui voudrait nous amener à la démocratie populaire, c'est-à-dire à l'asservissement à une nation étrangère, à la suppression de toutes libertés.
Voici qui paraît à mes yeux absolument indiscutable.
Il restera, cependant, pour le Parti, à la fois à définir sa position, et pour ses candidats, à répondre aux atteintes dont nous pourrons être l'objet.
Il est évident qu'au premier plan de ces attaques, viendra celle qu'a déjà apportée à la tribune, ce matin, le camarade Bonin, de la Haute-Loire. On ne manquera pas de nous reprocher les apparentements consentis par nous, lors de la dernière campagne électorale. Ramadier y a déjà répondu ce matin.
Je veux dire que je suis entièrement d'accord avec lui. Nous n'avons ni regrets, ni remords à avoir au sujet de notre attitude, dans la dernière campagne législative. Nous avons été inspirés par des soucis qui restent les nôtres. Si nous n'avions pas conclu ces apparentements, il n'est pas douteux que l'Assemblée Nationale, dès ses premiers jours, eut été condamnée à la désagrégation, pour ne pas dire à la dislocation.
Avoir écarté de ses rangs une majorité qui eut été forcément une majorité négative, c'est là quelque chose dont le Parti Socialiste n'a pas à rougir, bien au contraire. Il doit, devant le pays, affirmer que c'est lui qui a eu raison de consentir aux apparentements, car, avec tout autre régime électoral, c'était peut-être la fin de la démocratie et de toutes ses libertés.
Mais puisque je parle de loi électorale, peut-être me sera-t-il permis, bien que ce ne soit pas entièrement dans le sujet, de regretter que le Parti n'ait pas encore pris plus nettement position sur le régime électorale qu'il veut proposer à l'Assemblée Nationale, car c'eut été peut-être, pour ses candidats, une force de plus dans la bataille que nous allons mener, s'ils avaient pu dire nettement et

carrément que, voter pour les Socialistes, c'était voter en même temps pour le retour au scrutin uninominal, au scrutin d'arrondissement qui est le seul scrutin véritablement démocratique.
Mais nous ne l'avons pas fait. Nous serons donc obligés de nous en tenir à l'état de fait et de nous battre contre ceux qui restent nos adversaires. Nous aurons cette force, devant l'opinion publique, d'avoir mené depuis le début de la législature des batailles qui ont eu un écho certain dans l'opinion publique, et pas seulement dans l'opinion Socialiste.
Ce matin, Guy Mollet a fait, de la situation politique un exposé dont j'ai dit tout de suite que je l'approuvais pleinement, parce qu'il était à la fois exact et complet, parce qu'il permet à nos camarades d'ouvrir, dans ce Conseil national, un débat plus éclairé, mieux conduit, dès le début ; parce que, aussi, il affirme devant le pays - cet exposé qui a, pour lui, l'objectivité et la sincérité - que le Parti Socialiste n'a manqué à aucun de ses devoirs. Mais du même coup, je crois qu'il a tracé la ligne dans laquelle doivent s'engager nos candidats.
Je ne méconnais pas l'importance du problème laïque. Ce n'est certes pas moi qu'on pourrait soupçonner de ne pas lui donner sa place, avec tous les camarades qui sont intervenus au nom du groupe, et dont Guy Mollet disait, avec juste raison, qu'on ne pouvait pas en énumérer la liste, parce qu'il faudrait énumérer presque la liste du groupe tout entier.
Mais nous n'avons pas mené que cette bataille, et si nos candidats doivent, dans la campagne électorale, affirmer sans réticence, non pas seulement leur foi laïque qui est de toujours, et pour toujours, mais notre volonté de tout mettre en action pour que les lois de régression cléricales qui ont pu être votées soient combattues avec acharnement, jusqu'au jour ou elles auront disparu, je voudrais que l'on n'oublie pas que d'autres problèmes se posent qui - ceux-là - n'ont été, jusqu'à présent, réglés par aucune législation, qui sont ceux dont se préoccupent tous les travailleurs, dans ce pays.
Dans leurs affirmations politiques, nos candidats devront mettre, j'imagine, au premier plan, le problème des salaires et des prix, la défense de la paix, tous les moyens propres à créer une Europe libérée de toutes les dominations. Et parmi ces dominations, nous pourrons peut-être placer celle qui, précisément, s'est affirmée, ces jours derniers, au travers des lois laïques.
Car je voudrais confier au Conseil national une inquiétude qui ne m'est peut-être pas tout à fait personnelle. Certes, le MRP, dans la discussion des lois laïques, a cédé à la pression - il serait plus exact de dire, au chantage - du RPF qui a vu là une excellente occasion de disloquer, dès le début de la législature, la majorité républicaine constituée par les apparentements, la majorité républicaine que nous avions souhaitée et que le pays avait accepté de constituer.
Mais lorsque j'examine, dans son ensemble, la situation internationale, et plus particulièrement, la situation de l'Europe, je suis arrivé à me demander, et je vous demande, si nous n'assistons pas, en réalité, à une action menée contre tous nos efforts, pour promouvoir "une Europe Socialiste, à la place de laquelle on voudrait promouvoir une démocratie chrétienne qui, au moment des élections, déjà, a reçu ses instructions, non pas de la presse française, mais de l'Osservatore

Romano, si bien que nous aurions actuellement - je vais dire toute ma pensée - deux Komminforms, l'un à Prague, l'autre à Rome.
(Applaudissements)

Le président - Mes chers camarades, j'interromps notre camarade Lussy, pour saluer l'arrivée dans la salle de notre camarade Bracke.
(Applaudissements)

Charles Lussy - Si nous sommes convaincus que ceci existe, qu'il y a une tentative d'organiser une sorte de politique internationale vaticane qui, petit à petit, aurait la domination sur l'Europe Occidentale, cela nous oblige, certes, à rester plus attentifs que jamais à toutes les tentatives menées contre la laïcité car, bientôt peut-être, il ne s'agira plus seulement de subventions à l'enseignement libre, mais d'une place plus importante réservée à l'enseignement libre dans l'Education nationale.
Mais je ne veux pas oublier pour autant que ce problème, dans son ensemble et dans ses détails, n'est pas celui qui sera posé devant le corps électoral, pour les élections cantonales.
Et je voudrais donc revenir immédiatement à mon sujet qui est la tactique du Parti pour ces élections.
N'ayant pas à rougir des apparentements que nous avons conclus, nous devons mener la bataille, aux élections cantonales, exactement sur le même terrain, le terrain ou nous nous sommes placés au moment des élections législatives. Nous y ajouterons, certes, - et ceci répond en partie aux observations présentées par Pierre Bloch, ce matin - la politique du Parti en matière cantonale, car il y a, à ce sujet, si je ne me trompe, un rapport de notre camarade Cordonnier, que le Parti a adopté, et qui vise précisément l'organisation des finances locales et départementales, et plus particulièrement l'intégration dans la collectivité départementale, en attendant que ce soit dans la collectivité nationale, des dépenses d'entretien des routes et d'enseignement qui, actuellement, obèrent et accablent les budgets de nos communes.
Nos candidats devront défendre ces idées pour montrer que, sur le plan particulier des élections cantonales, nous sommes, là encore, les meilleurs défenseurs du monde du travail, les meilleurs défenseurs des intérêts des collectivités, non pas seulement par de belles proclamations, mais par des propositions concrètes qui, si, demain, elles entraient en réalisation, provoqueraient - le mot n'est pas trop fort - une véritable révolution dans la vie de toutes, nos communes, de jour en jour plus difficile.
Ceci fait, quelle sera la tactique du Parti au second tour ? Je le dis nettement, parce qu'en cette matière, il faut parler clairement. Je ne crois pas qu'il soit possible vraiment de décréter, par des mots, ce qui sera exactement fait dans chaque fédération, voire même dans chaque canton.
Le devoir du Parti, c'est de dire qu'il souhaite que, dans toutes les fédérations, on présente, autant que possible, des candidats dans tous les cantons, que ces candidats, au premier tour, affirment nettement, hautement, clairement, les

revendications Socialistes, et situent au maximum l'élection cantonale dans le cadre même de la situation politique qui nous est créée.
Quand ils auront fait cela, ils auront ouvert les yeux du corps électoral. Ils auront sans doute ramené vers nous beaucoup d'hésitants qui nous boudèrent lors des dernières consultations électorales. Ils auront permis au Parti d'affirmer une force, non seulement maintenue, mais augmentée. Ils auront sans doute, pour les aider plus fortement que dans le passé, tous ces laïcs qui, à travers le pays, reconnaissent aujourd'hui que le groupe parlementaire Socialiste a été celui qui a mené, avec le plus d'ardeur, la bataille nécessaire pour défendre une législation que l'on croyait désormais inattaquable.
Ils déclareront que la bataille, pour nous, n'est pas finie, que ce n'est pas une vaine déclaration qui a été faite à la tribune par les orateurs du groupe parlementaire, mais une volonté fermement affirmée et qui aura des suites.
Quelles seront ces suites sur le plan parlementaire ? Camarades, je ne crois pas que ce soit le moment, dans ce Conseil, d'en discuter à fond. Le Conseil national n'est pas réuni à cet effet, et au surplus, il n'aurait pas pouvoir - je crois - pour déterminer autre chose que la tactique aux élections cantonales.
Mais ce que je peux dire, c'est qu'aujourd'hui, nous pouvons vraiment nous féliciter d'avoir repoussé, comme nous l'avons fait, la participation à quelque gouvernement que ce soit, car si nous avions commis cette erreur, non seulement nous aurions commis une faute contre nous-mêmes et contre le Parti, puisque nous aurions accepté de participer à un gouvernement qui s'était refusé à accepter le programme que nous lui demandions d'insérer dans sa déclaration, en ce qui concerne les problèmes économiques et sociaux, mais plus encore, 15 jours ne se seraient pas passés, 8 jours ne se seraient pas passés, que les ministres Socialistes auraient été obligés de démissionner, car ils n'auraient pas pu accepter une seconde de plus, une solidarité quelconque avec un gouvernement qui proposait le projet André Marie et qui acceptait la discussion du projet Barangé.
Que ferons-nous dans l'avenir ? Nous resterons sur les positions que le Parti a décidées. Nous les défendons avec énergie ; nous avons déjà obtenu ce double résultat de faire adopter par l'assemblée, l'ordre du jour Quitteux (?), qui n'est que la résolution de la proposition déposée par le groupe, en ce qui concerne les abattements de zone, et qui est du reste, si je ne me trompe, fidèle à toutes les déclarations faites par les camarades du Parti, et notamment par Guy Mollet dans sa dernière déclaration ministérielle.
Nous avons demandé et obtenu que soit ouvert le débat sur le rapport Coutant, c'est-à-dire sur l'échelle mobile. Ces résultats prouvent qu'un groupe parlementaire, lorsqu'il n'est pas au gouvernement, peut parfaitement exercer, sur l'assemblée et sur le gouvernement lui-même, une pression efficace.
Nous ne l'oublierons pas, sans, pour autant, méconnaître que des situations nouvelles peuvent surgir, à l'égard desquelles nous ne pouvons pas, par avance, légiférer, car le Parti Socialiste ne peut pas décider aujourd'hui ce qu'il fera dans les années qui viennent.

Mais aujourd'hui, et certainement pour les mois qui viennent, sa situation est claire. Je ne sais pas s'il existe, dans l'Assemblée Nationale, à l'heure présente, une véritable majorité. Le RPF - Guy Mollet le soulignait ce matin - a réussi merveilleusement son opération de dislocation. Mais comme il ne s'est pas, pour autant, intégré dans une majorité nouvelle, à l'heure présente le gouvernement ne dispose d'aucune majorité réelle, et l'avenir reste incertain.
C'est une raison de plus, pour nous, d'être plus vigilants que jamais, fidèles à notre passé, à notre tradition, à notre combat, ayant toujours le même objectif : la défense des intérêts des travailleurs, des libertés démocratiques et de la paix.
C'est avec le même souci que nous irons, demain, aux élections cantonales.
Je souhaite, et pour le Parti et pour le pays lui-même que notre Parti sorte vainqueur de cette bataille.
Ramadier disait, ce matin, qu'il fallait établir autour de nous, un rayonnement nécessaire pour promouvoir une action salutaire.
Je crois, en effet, je crois de toutes mes forces, qu'il n'y a plus, dans ce pays, à l'heure présente, qu'une force démocratique valable, celle que représente le Parti Socialiste. C'est autour de nous, en nous tenant à l'écart de toutes les compromissions nuisibles, en écartant bien entendu toute unité d'action avec ces laïcs d'occasion que sont les Communistes qui sont, en réalité, peut-être, plus cléricaux encore, à leur manière, que les MRP eux-mêmes ; c'est en restant nous-mêmes que nous pourrons exploiter la première victoire remportée dans l'opinion publique.
Que tous les militants le comprennent. Que le Parti aille à la bataille avec une âme de vainqueur. Je suis certain que le pays républicain nous comprendra et nous suivra.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Grumbach.

Salomon Grumbach

Camarades, les élections qui vont avoir lieu, au mois d’octobre, ont un but : élire les Conseillers généraux ; et ce Conseil national a un but : dire clairement quelle doit être notre tactique au deuxième tour et quelles sont les règles que nous croirons devoir établir pour fixer la ligne de démarcation des désistements.
Si je voulais m'en tenir strictement à 1'ordre du jour, moi aussi, je ne parlerais que des élections cantonales, dans le cadre cantonal.
Mais, quelle que soit l’importance très grande, et presque décisive, du point de vue purement départemental, de ce qu'on appelle la politique administrative, dont Pierre Bloch a parlé ce matin, et pour laquelle il a eu raison de nous rappeler qu'il faut avoir un programme, au sujet de laquelle Ramadier, également, soulignait la nécessité de le préciser, il n'y a pas de doute que les élections du mois d'octobre ont une importance qui dépasse ce cadre.
Ce qui détermine une élection, une consultation de ce genre, ce ne sont pas seulement les questions immédiates, ni même les questions plus largement nationales, c'est l'instrument que l'on emploie pour désigner les Conseillers

généraux, c'est-à-dire que le mécanisme suprême de la démocratie occidentale doit jouer.
C'est parce que le suffrage universel jouera, lors des élections cantonales, que ces élections auront le caractère d'un baromètre et permettront aux partis, à notre Parti, à la France et au reste du monde, d'apprécier la situation et l'atmosphère politiques qui existent en France.
Nous ne pouvons pas empêcher que des élections aient lieu. Je ne sais pas encore ce que va donner la deuxième lecture des lois anti-laïques, à l'assemblée, la semaine prochaine. Mais les élections auront tout de même lieu, soit au lendemain, soit au milieu d'une bataille qui, enfin, passionne une bonne quantité de Français ; je voudrais savoir exactement quel pourcentage. Cette bataille passionne tous les vrais laïcs, le Parti Socialiste. La bataille magnifique menée par le groupe parlementaire l'a prouvé.
Quels sont les remerciements que nous aurons de la part du corps électoral ? Je n'en sais rien. Il faudrait savoir dans quelle mesure ces passions ne sont pas seulement celles des Socialistes, des laïcs, mais aussi celles des masses.
Même si nous ne devons pas être remerciés comme nous le mériterions, nous n'aurions pas à regretter d'avoir mené la bataille.
Mais je suis sûr que, dans les élections cantonales, on ne parlera pas seulement des questions administratives, mais aussi de la question laïque, des questions de politique nationale et aussi de politique internationale. Toutes ces questions seront traitées par les candidats des différents partis. Nous avons le droit, peut-être le devoir, de saisir l'occasion du Conseil national pour y faire également allusion.
Ce n'est pas pur hasard que le Secrétaire général du Parti| Guy Mollet, ait donné à son exposé d'introduction, ce caractère général d'un tableau de grand style de la situation mondiale. Ce n'est pas pur hasard que Paul Ramadier, avec tout le sentiment de responsabilité qui est le sien, ait traité également ces grandes questions. C'est parce que, dès que le suffrage universel entre en jeu, il est certain que toutes les questions qui se posent doivent être traitées.

Le président - Mes camarades, je m'excuse d'interrompre Grumbach. Guy Mollet demande la parole pour une communication importante.

Guy Mollet - Camarades, vous me voyez sous le coup d'une émotion. J'ai demandé à Cordonnier si je devais interrompre les travaux du Conseil national pour vous apprendre une nouvelle qui ne touche pourtant pas les Socialistes. Mais vous comprendrez, j'en suis sûr, la raison qui m'amène à vous la communiquer.
Quelqu'un qui n'est pas des nôtres, contre lequel, récemment, nous avons été amenés à voter, Monsieur Maurice Petsche vient de mourir. Je sais bien, ce ne sont pas seulement les relations d'amitié qui pouvaient m'unir à lui qui m'amènent ici à prendre la parole, mais je crois que, dans un Congrès d'un Parti tellement attaché à la démocratie, nous pouvons, sans une seconde rien renier de notre propre pensée, dire notre hommage à un homme qui a essayé de toutes ses

forces, de manifester son attachement à la démocratie, même quand il ne partageait pas tout à fait nos points de vue.
Je vous demanderai l'autorisation qu'au nom de notre Congrès, le Bureau de cette assemblée traduise à sa famille, et au gouvernement auquel il appartenait, le deuil auquel le Parti Socialiste tient à s'associer.

Salomon Grumbach - On a cru devoir poser la question : "Ce qui nous arrive, sur le plan scolaire, n'est-il pas un phénomène international et européen ?
II n'est pas nécessaire de poser cette question, mais il est nécessaire d'y répondre par l'affirmative.
En Italie, de Gasperi, Président du Conseil et chef du Parti démocrate-chrétien, doit mener une bataille pour que les Socialistes soient définitivement éliminés de toute influence contre l'aile droite. Sur le plan scolaire une bataille se livre dans la coulisse.
En Autriche, le Parti Socialiste est au pouvoir, avec le Parti chrétien. Ce que je vous dis brièvement, ce sont les résultats, non pas d'un jeu d'esprit, mais d'informations très sûres. La question scolaire semble déjà un spectre dans les coulisses.
En Allemagne occidentale, avec une population de presque 50 millions d'habitants, on voit arriver la tempête de l'ancien Kultur Kampf (?) que l'Allemagne a connu après Bismarck, le Parti catholique faisant tout pour faire disparaître le fait que les enfants de différentes confessions aient le droit d'être assis dans la même classe, sur les mêmes bancs, pour le remplacer par un régime strictement confessionnel.
En Hollande, où le Parti démocrate est représenté, la question scolaire se pose.
En Belgique, beaucoup de camarades ont cru devoir dire oui à l'enseignement qu'on devrait cesser d'appeler enseignement libre. Ici, je me permets de donner un conseil à tous les délégués de toutes les fédérations : qu'ils cessent donc d'appeler l'enseignement privé confessionnel : "enseignement libre". II n'est précisément pas "libre". C'est l'enseignement de l'école laïque et publique qui est "libre".
Vous ferez quelque chose de constructif si vous changez un mot et si vous décidez partout de n'appeler l'école privée confessionnelle qu'école privée confessionnelle et non pas "école libre" qui est un titre d'honneur C'est plus important que vous ne pouvez le supposer.
En Belgique, les subventions pour l'enseignement libre avaient été acceptées. On avait cru que c'était la solution ; mais regardez ce qui se passe actuellement en Belgique ! La bataille entre dans une phase violente. Prenez le «peuple » de Bruxelles, d'hier - je l'ai dans ma poche : "Appel pour une manifestation le 30 septembre" - Grande affiche du Parti Socialiste. "Le gouvernement social-chrétien s'attache à mettre l'enseignement complètement sous l'influence du cléricalisme. Les défenseurs de l'enseignement officiel ne peuvent le tolérer. Aussi, vont-ils participer en masse à la grande manifestation nationale qui aura lieu à Bruxelles, le dimanche 30 septembre prochain".

Et Victor Larroque, le directeur de ce journal, député Socialiste de Bruxelles, dans un discours devant les organisations de jeunesse Socialiste, a déclaré récemment textuellement : "Cette majorité catholique, cléricale, et son gouvernement, ont rayé, ont fait annuler les subventions qui devraient empêcher la hausse des prix, mais viennent de voter des centaines de millions - je dis "des centaines de millions" - pour l'enseignement libre en Belgique".
C'est donc un phénomène européen et je ne veux pas ici examiner dans quelle mesure le gouvernement français a fait son devoir de politique générale en essayant pas de se mettre en rapport avec le Vatican pour voir comment cette politique du Vatican a actuellement des conséquences en France qui peuvent être néfastes pour la démocratie et même, à la longue, pour les intérêts sainement compris de l'Eglise ?
Je ne suis pas obligatoirement un défenseur même des intérêts sainement compris de 1'Eglise car mes relations avec l'autre partie de l'éternité me paraissent, jusqu'à aujourd'hui, plus étroites que celles avec le paradis, et pour rencontrer Bracke je dois tout de même aller en enfer. Je ne voudrais pas aller au paradis où je ne le rencontrerais pas.
Je ne suis pas un défenseur appliqué de ses intérêts suprêmes, mais je pense que le devoir du gouvernement français, de son ministre des Affaires Etrangères, eut été de se mettre en rapport, par l'intermédiaire de l'ambassadeur que nous avons au Vatican, avec celui-ci pour attirer l'attention du secrétaire d'Etat du Vatican, qui est le Pape en personne, sur les conséquences qu'aura cette politique.
Au lieu de discuter arec le MRP, nous aurions sans doute agi plus utilement en mettant le doigt là où se trouvent les forces réelles qui font agir même les MRP.
Mais d'autres questions se posent et, là, je demande pardon au Conseil national de consacrer quelques minutes à ces questions. On y a fait allusion ce matin, et Lussy lui-même vient de rappeler que la bataille électorale du mois d'octobre doit être consacrée aux questions administratives, aux questions de laïcité et à la lutte pour la paix. La lutte pour la paix groupe à peu près l'ensemble des questions qui se posent et ce sont les soucis dont vous avez trouvé l'expression angoissée dans l'exposé de Guy Mollet ce matin, lorsqu'il a fait allusion à certains aspects de la politique internationale des Etats-Unis. Ramadier a aussi rappelé certains aspects contrôlables de la politique de la Russie soviétique.
Ces inquiétudes doivent trouver leur écho dans la campagne électorale. Que nos camarades, qui sont candidats, que les camarades qui sont des propagandistes n'hésitent pas, après avoir traité les questions immédiates dont les électeurs veulent que l'on parle, surtout dans les élections pour les Conseils généraux, à traiter ces problèmes. Qu'ils se distinguent des autres, en montrant leur indépendance. Qu'ils se rappellent que notre conception de l'organisation de la paix est sans doute bien différente, non seulement des Communistes qui se disent les défenseurs attitrés de la paix, mais même de beaucoup de gouvernements du monde occidental. Qu'ils n'hésitent pas à rappeler les conditions dans lesquelles on a cru donner au monde une sorte d'équilibre de paix, par la signature du traité de paix avec le Japon, à San Francisco. Ce n'est qu'une tromperie ; je ne vous donnerai pour cela qu'un argument : ceux qui n'ont

pas signé ce traité, délibérément, la Russie soviétique, la Chine Communiste et l'Inde, sont la moitié de la population de notre planète : 1 milliard un peu plus, sur 2 milliards 300 millions.
La population de notre planète a doublé depuis un siècle, puisqu'elle est passée de 1 milliard 200 millions, à 2 milliards 300 millions. La moitié de la population, dans la mesure où elle est vraiment représentée par ses gouvernements, n'a pas mis sa signature au bas de ce traité, et ceux qui l'ont mise l'ont souvent fait pour des raisons très contradictoires, pour des raisons qui s'annulent réciproquement.
La situation internationale reste donc grave malgré la signature du traité de paix avec le Japon, dans des conditions qui n'ont rien eu de très démocratiques ni de bien efficace pour le développement futur de la paix. On peut expliquer ces signatures par la situation extraordinaire du monde par rapport à la politique de la Russie soviétique, impénétrable ou pénétrable, négative en tout état de cause, arrêtant tout progrès réel et qui fait peser sur la Russie soviétique des responsabilités écrasantes. J'espère que l'Histoire n'aura pas à enregistrer un jour le fait que ces responsabilités aient été tellement grandes que la paix elle-même, à la longue, n'ait pu être maintenue.
Mais, attention ! Ne disons pas d'emblée que cette politique ne comporte aucun arrangement possible avec la Russie soviétique. En examinant de très près cette politique, on se rend compte très nettement qu'elle comporte des certitudes et des incertitudes. Je le dis à mon ami Ramadier car, alors, la guerre deviendrait inévitable parce que, trop longtemps, l'humanité, les Etats, les gouvernements et les Parlements de certains pays surtout, ne supporteront pas la continuation de la guerre froide. Il faut donc dire que nous croyons toujours qu'un arrangement, même avec la Russie soviétique est possible, parce qu'il est indispensable. Il faudrait que les hommes d'Etat responsables en Russie soviétique, aux Etats-Unis, en Amérique du Nord, eussent perdu le dernier sentiment de leurs responsabilités vis-à-vis de leur propre peuple et nation comme vis-à-vis de l'humanité tout entière, pour que la guerre puisse être inévitable. Elle serait inévitable si nous étions convaincus qu'il n'y a plus aucun arrangement possible...

Paul Ramadier - Je voudrais un peu réfuter ce que tu as dit : je ne crois pas qu'aucun arrangement ne soit possible avec la Russie soviétique. Je crois qu'il y a des arrangements partiels, temporaires, sur des points et pour des temps limités, mais ce que je crois impossible, c'est un arrangement durable. Je ne dis pas "perpétuel", il n'y a rien de perpétuel, mais je crois impossible un arrangement durable et, malheureusement, j'en conclus qu'aucun arrangement ne fera disparaître la guerre froide d'une manière complète parce que la disparition de la guerre froide serait en même temps la disparition de l'un des buts que la politique soviétique s'est assignés. Il n'y a pas d'arrangement durable sans une mutation intérieure de la politique soviétique et ceci nous échappe.

Salomon Grumbach - Je ne puis être d'accord avec cette nouvelle analyse des observations de ce matin. Mais, je ne puis pas trop malheureux d'avoir provoqué ce complément d'analyse car, précisément, lorsqu'un homme comme toi dit certaines choses, cela a un poids particulièrement considérable. C'est connu, ce sera toujours connu et il faut que ce soit connu. On pourrait alors en tirer des conclusions dangereuses.

Quelle que soit notre résolution d'approuver la politique actuelle de réarmement occidental, afin de rétablir un équilibre de forces militaires permettant seul de pouvoir envisager une négociation utile avec la Russie soviétique, il faut dès maintenant dire que, de notre côté, nous ne considérons pas, quelles que soient la politique, la tactique, la stratégie internationale de la Russie soviétique, la guerre comme inévitable. Nous devons le dire d'autant plus que lentement, dans certains pays même alliés, se répand plus qu'une conviction, quelque chose de plus grave, une sorte de volonté fataliste d'accepter éventuellement la guerre et de ne pas attendre pour être surpris.

Hélas, ce sentiment, cette volonté pourrait exister dans les deux camps, c'est là le drame, et quelles que soient nos divergences profondes sur tous les plans : idéologique, Socialiste, démocratique, totalitaire, non seulement comme adversaires des camps de concentration, mais comme ennemis de conceptions qui n'ont plus rien à voir avec les conceptions traditionnelles et magnifiques du Socialisme, quelles que soient ces divergences, il faut actuellement se rendre compte que des deux côtés : occident et orient - je ne dirai plus maintenant les noms de pays - ces craintes gagnent de mois en mois du terrain, cette peur dont Jean Jaurès, dans son "Histoire de la Révolution" a donné une description inoubliable et qui a gardé son actualité.

Alors, pour que la peur disparaisse, il faut qu'on arrive tout de même à la négociation. Les Russes la rendent presque impossible, difficile. Les conférences se terminent en général par le néant, par l'ajournement, je le sais. Mais, de notre côté - si je dis de notre côté, je prends l'occident, avec toutes les nuances que cela comporte, entre la politique de Washington, de Londres et de Paris, nuances importantes lorsqu'il s'agit de beaucoup de problèmes d'importance capitale - il faut que nos efforts soient faits de patience, efforts politiques et psychologiques, pour empêcher que, dans certains pays, des éléments puissent penser trouver l'accord des peuples de l'occident s'ils poursuivaient l'idée d'une guerre préventive quelconque.

Je ne pense pas que, raisonnablement, on puisse concevoir, à Washington, à Londres, dans d'autres pays, à Moscou même, qu'on puisse envisager sérieusement une guerre préventive. Mais si la peur gagne alors, subitement cette guerre préventive peut sortir du destin sans que quelqu'un l'ait tellement voulue, uniquement comme conséquence de cette conviction : si je ne commence pas, l'autre me tombera dessus.

C'est pour cela que, quelles que soient les inquiétudes qu'inspire la politique mondiale de la Russie, quelles que soient les certitudes des fautes qu'elle commet, à aucun moment nous ne devons dire qu'aucun arrangement n'est possible, durable ou pas durable. Qui est durable ? Cela suffit de savoir que les

années prochaines ne nous amèneront aucune guerre pour que l'on puisse trouver une nouvelle raison d'avoir confiance dans le maintien de la paix. Nous ne sommes pas maîtres de l'avenir mais nous pouvons avoir confiance dans certaines transformations.
Peut-être, un jour, dans un Congrès, aurons-nous le temps d'examiner de plus près ce qui se passe réellement en Russie, dans la mesure où nous pouvons le contrôler. Nous pourrons faire alors la comparaison exacte entre l'aspect de la Russie depuis 1917, en 1923, et celui qu'elle a avec Staline depuis qu'il a le pouvoir total.
Que se passe-t-il dans les coulisses de la politique internationale du côté Russe ? Nous n'avons pas le temps de l'examiner. Peut-être, un jour, pourrons-nous le faire froidement, sans haine, comme un Socialiste, démocrate, face à cet événement gigantesque qu'est la Révolution russe, si effroyablement déformée par le bolchevisme et son expression actuelle. Nous examinerons tout cela froidement pour comprendre mieux quelles sont les conséquences néfastes de la scission de la classe ouvrière.
Camarades, à la campagne électorale, lorsque vous parlerez de la paix, vous aurez le droit, le devoir de dire que si la paix est en danger dans le monde, l'une des raisons fondamentales, c'est la scission de la classe ouvrière dont Moscou est responsable depuis 1917, avant que Lénine ne fut rentré dans son pays. Ce ne sont pas les misères, les choses infâmes de la politique quotidienne des Communistes contre nous qui nous effraient, mais ce qui nous effraye c'est cette volonté de Moscou de maintenir la scission en continuant la bataille malhonnête et déloyale contre ce qu'ils appellent les chefs du Parti Socialiste .
Ramadier rappelait, ce matin, les textes du dernier conseil central du Parti Communiste français.
Il faut que nous fassions un effort de compréhension, d'analyse pour être plus solides dans notre bataille. Dans une bataille électorale de ce genre, vous avez le droit et le devoir de parler de tout cela, face aux Communistes et face aux autres.
Mais, vous avez un autre devoir. La conférence des 3, qui vient de se terminer par ce qu'on a appelé un accord, à Washington, est, selon moi, autre chose qu'un accord. Je n'entrerai pas dans les détails. C'est la possibilité d’un désaccord très profond qui pourrait avoir comme conséquence dans quelques mois que l'Allemagne reçoive l'autorisation d'avoir une armée nationale. Comme la situation est paradoxale, pour nous Socialistes !
Le plan Schuman, dont le dernier Congrès du Parti a demandé la ratification rapide, puis le plan Pléven, pour une armée européenne, qui nous a paru un moyen pour sortir d'une grande difficulté, ne sont pas l'idéal. Ces deux plans rencontrent en Allemagne une résistance dont les conséquences peuvent être incalculables et très graves pour nous. Je ne vois pas comment vous pourriez utiliser cette question dans la campagne électorale, mais il est tout de même sage de vous en informer assez clairement pour que vous puissiez répondre si des adversaires insistent là-dessus.
Le plus grave, pour nous, c'est que l'Allemagne soit dirigée par un parti frère qui a de si grands mérites, qui a derrière lui la classe ouvrière allemande, sans

laquelle il n'y a pas de démocratie possible en Allemagne, ni de certitude de volonté de paix.
Ce Parti est adversaire des deux plans. Avant-hier encore, le Dr. Schumacher, président de ce Parti, ayant des qualités humaines d'une valeur incomparable, mais n'ayant pas, selon moi, l'expérience politique internationale et le sentiment de responsabilité suffisant sur le plan international, a cru devoir dénoncer le plan Pléven dans ses meilleures parties, dans les parties ou nous pouvons et devons dire "oui", pour envisager une participation de l'Allemagne à cette défense militaire du monde occidental, participation qui me parait, à moi personnellement, dangereuse, quelle que soit la forme même si c'est la forme européenne, mais c'est un point de vue qui m'est personnel. Le Parti, et moi aussi, avons accepté le principe du plan Pléven.
Le 23 juin, pourtant, Guy Mollet, Gazier et moi, nous étions chez Schumacher, à Wiesbaden, pour essayer de voir les points sur lesquels on pouvait se mettre d'accord. Mais je constate que toutes les conversations restent sans résultat.
Je constate que malgré le travail de la sous-commission pour le plan Schuman (tous les ministres des Affaires étrangères ont signé le projet) le refus reste le même et les arguments donnés sont inadmissibles.
J'ai sous les yeux l'organe officiel du Parti allemand et je saisis l'occasion du Conseil national pour en parler ; j'en parlerai d'ailleurs dans un article du «Populaire », mais je veux ici attirer l'attention des camarades sur l'extrême gravité du texte suivant : Schumacher, parlant il y a quelques jours devant le Comité directeur, à Bonn - hier aussi, dans un discours dans la Ruhr, il a traité le même sujet - a défini le plan Pléven de la façon suivante :
"La haute autorité du plan Charbon-Acier, de même que la politique de la Sarre, de même que la politique concernant la contribution militaire allemande, de même que l'approbation américaine de la revendication française de pouvoir exercer l'hégémonie de la France sur le continent européen..."
Le Chef du Parti social démocrate allemand dénonce la France, à travers le plan Pléven, de vouloir exercer l'hégémonie de notre pays, avec toutes ses difficultés, sur tout le continent européen.
Et il interprète finalement ces plans de la façon suivante - je traduis d'après le texte allemand dont j'ai l'original sous les yeux : "II s'agit pour la France de pouvoir disposer entièrement des facteurs économiques de l'Allemagne - et là je n'en ai pas cru mes yeux - et du potentiel de guerre de l'Allemagne". C'est pour cela que nous demandons le plan Pléven ! Schumacher accuse la France et presque la France seule de poursuivre ce but, et il reproche aux Américains d'approuver notre politique !
J'avoue que c'est une question que nous allons sans doute être obligés de traiter au sein de l'Internationale même, mais il faut que les camarades soient préparés éventuellement à pouvoir répondre aux adversaires qui diront "qu'en Allemagne, c'est le Parti social démocrate, le Parti frère du Parti Socialiste français, qui tient de telles paroles ! C'est fou !
Là, se révèle la responsabilité immense des chefs de Partis, des Comités directeurs de Partis au moment où la question du gouvernement se pose.

Lors du Congrès International, à Francfort, nous avons eu des discussions privées avec Schumacher. Son parti est contre le réarmement de l'Allemagne, contre toute participation effective, et ne voit nullement que la participation d'une armée allemande puisse renforcer la paix.
Ce ne sont que les stratèges des Etats-Unis qui en sont convaincus. Et je ne veux pas les condamner aveuglément, je ne veux pas dire qu'ils ont de mauvaises intentions, ils ne connaissent pas l'Europe, ils ne connaissent pas 1'Allemagne, ils la connaissent superficiellement. Ils sont au Pentagone, ils font des calculs et, du point de vue purement soldatesque, ils peuvent avoir raison, mais il y a les grands facteurs politiques et psychologiques qui règlent la possibilité pour demain d'une collaboration entre peuple Français et peuple Allemand. Il est indispensable d'en tenir compte si on veut avoir un minimum d'équilibre en Europe. Cet équilibre est lié à cette question du réarmement.
Que voyons-nous en France ? Il y a un homme contre lequel, nous, Socialistes, nous avons été obligés de nous battre, en 1945 et 1946, alors qu'il était président du gouvernement provisoire, c'est Charles de Gaulle qui, à ce moment-là, avait lancé la doctrine "des" Allemagnes. A ce moment-là, j'ai eu l'honneur, comme président de la Commission des Affaires étrangères de la première Assemblée Nationale constituante, d'avoir des discussions avec lui, pour lui prouver que ce n'était pas une solution, que c'était de l'absurdité de vouloir couper l'Allemagne en petits morceaux.
Aujourd'hui, le même Général de Gaulle, dans un discours, avant hier, préconise quoi ? Voici son texte, d'après ses journaux : "On laisse à l'Allemagne, sur le terrain du réarmement son autonomie dans ce cadre et, dans ces conditions, la participation légale et autonome de 1'Allemagne à la défense de l'Occident n'aurait rien, bien au contraire, qui, pour la France..." Vous trouverez ces jours-ci des extraits de ces textes dans le journal.
L'homme le plus populaire, dans les milieux allemands qui veulent remilitariser, c'est le Général de Gaulle ! Et puisque vous allez rencontrer des candidats du RPF, voici des arguments que vous pourrez employer tout en parlant des élections au Conseil général.
Voilà quelques-unes des grandes questions qui se posent et se poseront dans cette campagne.
Moi, je n'ose pas vous dire : "Allons vers la victoire", car je n'oublie pas - Lussy y a fait allusion - les conditions dans lesquelles nous avons remporté, peut-être une "trop grande" victoire, il y a six ans. Je ne parle pas des élections de 1949, mais de celles de 1945. Du point de vue des sièges, ces élections vont donner l'impression que nous avons gagné ou perdu. Nous n'allons peut-être pas remporter une grande victoire, mais subir une défaite. Cela encore, il faut l'envisager courageusement. Il ne faut pas annoncer des victoires triomphantes mais rester fidèles à nous-mêmes. Il faut dire clairement ce à quoi nous nous attendons et donner une réponse à la question que j'ai posée au début : "Quelle sera la règle établie pour les désistements au 2ème tour ?"
Quelle que soit la réponse que nous donnerons, je suis sûr que nous pouvons sauver notre autorité morale, notre âme, notre position, mais je ne pense pas que

nous puissions sauver la totalité des sièges que nous avons conquis aux dernières élections. En l'occurrence, ce n'est pas sans importance car tout le monde suivra ces élections de très près et si le malheur devait vouloir qu'en Angleterre, dans quelques mois, les élections enlèvent au Labour Party, ce qui n'est pas exclu d'emblée, le pouvoir vous verriez un recul du Socialisme dans toute l'Europe occidentale et la paix pourrait en souffrir. Il faut voir cela clairement, ne pas avoir peur, ne pas se laisser décourager. Nous en avons connu d'autres. Mais, jamais une bataille Socialiste n'a pu avoir de conséquences aussi graves que les batailles que nous menons actuellement dans les différents pays.
Chez nous, en France, les élections aux Conseils généraux auront une importance nationale et pas seulement cantonales.
Maintenant, sans avoir répondu moi-même à la question que j'ai posée : "Quelle sera la tactique au 2ème tour", j'attends les prophètes de ce parti qui ont déjà une formule claire et nette, nous assurant sinon la victoire triomphante, du moins le minimum de dégâts !
(Applaudissements)

Le président.- La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Si vous me le permettez, afin que nos débats aient un peu de suite, je voudrais faire le point. Nous reparlerons tout à l'heure de la tactique, mais puisqu'un problème très grave a été abordé, que j'avais d'ailleurs évoqué ce matin dans les toutes premières phrases de mon intervention, plus exactement de mon rapport, celui de la politique extérieure, je voudrais donner mon point de vue après les interventions et de Ramadier et de Grumbach. C'est, je crois, ce qui actuellement domine la situation mondiale.
J'ai dit ce matin ce qu'était, ce que devait être notre inquiétude dans ce domaine. Je crains qu'à aucun moment la situation n'ait été aussi sérieuse qu'elle ne l'est. Je voudrais dire à Paul Ramadier que tout en étant d'accord avec lui, avec une partie importante de son analyse, je craindrais, si on retenait sa conclusion telle qu'il a été obligé, faute de temps, de la formuler tout à l'heure, que nous n'aboutissions à quelque chose de dangereux.
Que nous dit Paul Ramadier ? Sa certitude qu'il est absolument impossible de se tromper sur la volonté du Communisme, ou plus exactement de l'URSS, que si l'URSS peut, à certains moments, calmer le feu, le faire tomber un peu, nous ramener à la guerre froide, par contre, il n'est aucun espoir d'arriver, à aucun moment, à un apaisement total, à un accord total.
Si l'on pousse ce raisonnement plus loin - je sais bien que, Ramadier, ne le fait pas, mais je dois dire qu'à l'heure actuelle, j'ai la crainte qu'il soit des hommes importants qui, justement, le fassent ; Je crains qu'en particulier ce ne soit la façon de raisonner de nombreux Américains, à l'heure qu'il est - si l'on pousse ce raisonnement trop loin, on en arrive presque à la conclusion qu'il n'y aura plus jamais de calme total, d'apaisement total et de paix totale que lorsqu'on en aura

fini avec ces hurluberlus qui sans cesse entretiennent le feu, même si c'est un feu qui couve, même si c'est un feu qu'on apaise.
On arrive très vite à la conclusion que si vraiment, il n'y a pas d'autre solution, il faut en finir : autant préparer et choisir la meilleure heure possible pour se débarrasser d'un coup des turbulents et des boute-feu.
Paul Ramadier, je ne te fais pas l'injure de dire que c'est là ta conclusion, mais si j'ai tenu à prendre la parole, c'est parce que je craignais qu'après les interventions que nous sommes obligés tous de faire un peu trop rapide, cette impression soit restée dans l'esprit de quelques camarades, et comme, je me répète, cela correspond à ce qui se passe actuellement dans une partie du monde, or je crains qu'il y ait là un immense danger, la notion de la préparation de la guerre, équivaut, dans ce cas, à l'acceptation de la guerre et, en fait, à son organisation pour des heures que nous ne fixerons pas nous-mêmes mais que choisiront ceux, d'un bord ou de l'autre, lorsqu'ils les trouveront les plus opportunes.
Je crois qu'en réalité, tout est plus compliqué que cela. Tant dans le domaine extérieur que dans le domaine intérieur, il faut essayer, par moment, de se mettre dans la peau de l'autre. Quand on veut comprendre ce que peut faire l'adversaire, je crois qu'il est toujours bon de se demander ce que nous ferions, avec nos moyens, notre intelligence, nos possibilités si nous étions cet adversaire.
Essayons de raisonner un peu comme si nous étions l'URSS, animés de la même volonté de subversion mondiale ?
Je crois que Ramadier a raison quand il dit que l'URSS considère la guerre comme un des moyens, je ne dis-pas «le » moyen, comme un des moyens qu'elle acceptera si elle n'en trouve pas d'autres. Elle en préférerait d'autres. Ce qui, d'ailleurs, différencie les Bolcheviques de nous - je l'ai dit en d'autres occasions et d'autres, plus qualifiés que moi, l'ont dit avant moi – c'est que nous refusons la guerre comme un moyen, et qu'ils l'acceptent comme tel. Ils acceptent donc volontiers l'idée de la guerre, mais s'ils trouvent d'autres moyens, ils les choisiront de préférence.
Ramadier nous disait que, pour eux, la tactique essentielle était la tactique de subversion intérieure. Mais poussons plus loin : il y a plusieurs méthodes de subversion intérieure. La première méthode, c'est la subversion par la rupture sur le plan économique, la crise du régime capitaliste.
Là, on pourrait, si l'on retient cette idée, se dire : les Bolcheviks sont fous. Le monde capitaliste est susceptible de disparaître, étant donné sa structure actuelle (s'il n'a pas le réarmement pour entretenir son économie, s'il n'a pas le réarmement et les usines que cela fait fonctionner pour supprimer le chômage, alors qu'il est susceptible de crever) ce sont les Russes eux-mêmes qui, entretenant la situation, empêchent la faillite du capitalisme.
N'en doutez pas : poussez l'idée loin, et vous vous apercevrez qu'à l'heure actuelle le meilleur protecteur du capitalisme américain, c'est probablement l'attitude extérieure de l'URSS. Il semblerait donc qu'il y ait là une contradiction ? Non, car les Communistes staliniens ont pensé à une autre méthode de subversion : elle consiste à faire confiance aux imbéciles qui

dirigent le capitalisme mondial pour se dire : ils organiseront le capitalisme mondial d'une façon telle que les efforts de réarmement seront toujours supportés par les classes ouvrières. S'il n'y a pas la subversion économique, il y aura la subversion sociale… (applaudissements)… car tel est le jeu qui est actuellement mené.

Devons-nous entrer dans le jeu ? Non. Nous ne devons accepter ni le fatalisme qui conduirait à l'acceptation de l'idée de la guerre, à la préparation même de la guerre, ni davantage l'idée d'éviter la guerre à n'importe quel prix.

C'est la raison pour laquelle le Parti - je le crois quasi unanime, - les neutralistes de chez nous se sont comptés quelques 6 dans un Congrès sur les 400 ou 500 camarades qui étaient là – c'est la raison pour laquelle le Parti a accepté la volonté de réarmer, d'organiser la défense collective, la solidarité commune des peuples libres. Par contre, nous avons dit - et c'est sur quoi j'attirais votre attention ce matin - qu'il fallait que nous provoquions - non seulement que nous fassions nous-mêmes, c'est facile - tout autour de nous un immense effort de sang froid afin d'éviter les provocations - les formules ne sont pas de moi, ce sont les vôtres, ce sont celles du dernier Congrès national – afin de ne laisser échapper aucune occasion de paix. Cela doit rester notre politique.

Ce que j'ai dit ce matin, et qui vraiment traduisait mon angoisse, c'est que j'ai actuellement la conviction que si ces préoccupations sont les nôtres, ce n'est pas celles de tout le monde. Aux Etats Unis d'Amérique, à l'heure actuelle, on est en train de faire un certain nombre de choses dont j'ai cité, ce matin, quelques unes des plus importantes, qui peuvent mettre en danger très vite la paix du monde de deux façons : ou bien l'on va créer chez les Russes une telle peur de ne pas aboutir au but fixé, qu'ils peuvent avoir comme vue d'aller au devant, de prendre prétexte ou justification de ce qui aura été fait par les Américains, pour réussir, (ou bien vous me direz qu'on a encore un an et demi, deux ans devant nous, mais dès maintenant je voudrais que nous soyons très alertés) ou bien il aura été créé - dans les dix-huit mois ou les deux ans qui viennent - une force telle dans le monde, à la merci des Américains,- (parce que nous n'aurons pas su, en face d'eux, maintenir suffisamment la libre parole, l'indépendance d'attitude des peuples libres d'Europe) - qu'à ce moment-là, forts d'une puissance militaire reconstituée, les Américains eux-mêmes ne prétendent en finir avec cette menace permanente que dénonçait ce matin Paul Ramadier.

Je dis que pour intervenir efficacement à côté de toutes nos préoccupations quotidiennes, «cantonales » et nationales, doivent s'imposer nos préoccupations internationales. Le succès implique qu'on ait réussi à renouer, plus particulièrement encore qu'avec n'importe quels autres, avec nos amis Socialistes anglais, pour que nous fassions entendre au monde l'Europe libre, au nom des pays sociaux-démocrates et des partis sociaux-démocrates, là où nous ne dirigeons pas les pays d'Europe, c'est à dire la volonté de se refuser à la guerre car la guerre n'est pas fatale.

Et c'est parce que je pense que ce que je viens de dire traduit en fait la position moyenne du Parti,- j'en suis convaincu - une position qui n'est pas intermédiaire entre celle que citait Grumbach et celle que citait Ramadier, mais qui est

complémentaire des deux, que je voudrais que ce soit celle que le Parti fasse sienne.
(Applaudissements)

Le président - Notre camarade Ramadier demande la parole.

Paul Ramadier

Je voudrais dire clairement toute ma pensée. Je ne crois pas, j'entends, à la guerre "universelle" ; j'irais volontiers plus loin que Guy Mollet : je suis, pour ma part, convaincu que les Russes ne la veulent pas et je suis d'autre part convaincu que l'opinion américaine n'est pas ce que la représentent les journaux américains. Il ne faut pas oublier que dans les dernières élections présidentielles, l'un des éléments fondamentaux du succès de Truman a été la confiance manifestée notamment par la classe ouvrière dans son action pacificatrice. Je crois, pour ma part, que dans le fond de l'opinion publique américaine cette tendance subsiste avec une grande force et même lorsqu'elle s'exprime sous la forme d'une reprise de l'isolationnisme, c'est encore la volonté de ne point s'engager dans la guerre qui est à la base de l'opinion américaine.
Par conséquent, le danger est moins grand qu'il ne paraît car chacun sait d'abord qu'il n'arrivera pas au bout, à l'extrême bout de la résistance de l'autre. Qui donc peut nourrir l'illusion que des armées atlantiques pénétreraient jusqu'au fond de la Russie, malgré les leçons de Napoléon et de Hitler ? Qui donc, en Russie, peut penser que la force russe pourrait être assez grande pour renverser la puissance américaine ? Nous savons, par l'exemple de deux guerres récentes, la guerre de 1914 et la guerre de 1939 que même une victoire totale, le renversement d'un régime, l'établissement d'un régime nouveau, ne font pas disparaître certains antagonismes fondamentaux qui, à certains moments, peuvent reparaître sous une forme inattendue. Je ne crois pas que le risque soit, par conséquent, ce que l'on peut s'imaginer. Ce que je crains c'est qu'au contraire certaines désillusions entretenues par la perspective d'une paix durable puissent conduire certains éléments, dans telle ou telle nation, à préférer une guerre préventive, et je ne suis pas convaincu que, chez les Américains qui ont parlé de guerre préventive, ce ne soit la désillusion de certaines conférences et de certaines rencontres qui n'ait fait naître ce désir.
Ce que je pense, c'est qu'il y a certains moments où il faut, pour reprendre l'expression très juste de Guy Mollet, baisser le feu, abaisser encore la température de la guerre froide. Je crois qu'il faut saisir ces occasions et là je rejoins entièrement ce que dit Guy Mollet ; c'est notre tâche, c'est la tâche de notre gouvernement : il faut se sentir les coudes avec le gouvernement anglais car nous avons les mêmes intérêts et aussi, je crois, les mêmes réflexes.
Nous pouvons ne pas nourrir, ni les uns ni les autres, d'illusions sur la grande paix, mais nous savons que la paix se gagne jour par jour, qu'elle est - pour reprendre l'expression de Briand - une création continue et même lorsque ce n'est pas la paix totale, lorsque ce n'est qu'un foyer éteint ici, qui peut-être se rallumera ailleurs, mais à chaque jour suffit sa peine, je crois, en effet, qu'il faut

que nous ayons le contact, que nous ne laissions échapper aucune occasion et que tout en maintenant les précautions nécessaires, car nous ne pouvons pas aller jusqu'au fond du problème, nous cherchions à éteindre tous les foyers qui s'allument pour que ne puisse pas surgir à notre insu le grand incendie ! (Applaudissements)

Le président - La parole est à Robert

Robert

Camarades, je m'excuse si je m'échappe quelques instants de l'objet de nos débats pour dire au Conseil national l'extrême émotion avec laquelle nos camarades d'Ille-&-Vilaine apprendront l'hommage qui a été rendu ce matin à Albert Aubry. Je vous exprime, j'exprime à Charles Lussy qui présidait la séance et à tous ceux qui se sont associés à l'hommage qu'il a demandé de lui rendre, la profonde reconnaissance de ma fédération.

Camarades, les élections cantonales, dont je m'excuse de venir dire un mot à la tribune, causent devant le Parti un problème très difficile : c'est de ce problème dont je voudrais parler, un problème tellement difficile que depuis le jour où Bracke s'est écrié : "Enfin, les difficultés commencent !", nous avons connu des difficultés - nous avons certes connu des difficultés plus dramatiques,- mais nous n'en avons pas connues dont la solution soit plus difficile à expliquer en termes clairs.

Je voudrais dire au moins en quoi consiste la difficulté. Nous allons à une bataille électorale dans laquelle il est important, pour nous, d'obtenir un succès ou, tout au moins, de ne pas subir une défaite désastreuse. Nous y allons avec un mode de scrutin majoritaire à 2 tours, c'est-à-dire avec un mode de scrutin qui, l'expérience le démontre, n'a jamais produit l'échec de la réaction que lorsque toutes les forces que l'on appelait autrefois "de gauche" pouvaient aller unies à ce scrutin. Il ne me paraît pas douteux que, dans cette bataille, nous aurons une belle victoire au premier tour, une belle victoire pour nos idées, une belle victoire de propagande.

Quant au second tour, ce sera beaucoup plus difficile, Ce second tour pose un problème de coalition. Nous venons déjà d’en pratiquer, mais avec un système électoral différent qui avait été précisément inventé parce que les coalitions que nous pratiquions au Parlement n'étaient pas transposables sur le plan électoral.

Nous allons à cette bataille avec un système électoral qui impliquerait d’autres coalitions du type "Front populaire", mais parlons clairement, nous savons qu'elles sont impossibles actuellement.

Le fond des problèmes politiques devant lesquels nous nous trouvons au cours de nos débats nous amène à penser que peut-être, que même sans doute il n'est pas souhaitable que de telles coalitions se forment à nouveau. Alors, il est infiniment probable que nous devons, dans une certaine mesure, accepter l'idée, accepter la perspective, le risque d'un échec aux élections cantonales. Et, cependant, nous savons bien que c'est une question importante à l'heure actuelle. C'est important, non pas simplement parce que ce sont les élections cantonales

qui, en 1945, nous avaient donné notre plus belle victoire mais parce que ce sont les seules qui nous avaient fait apparaître véritablement comme le premier parti politique français.
II vaudrait la peine de rechercher pourquoi c'est quelques semaines seulement après, aux élections à la Constituante du 21 octobre 1945, que nous avions déjà cessé d'être le premier Parti politique français, mais cela nous écarterait de notre débat.
C'est important aussi, à cause des débats qui viennent d'avoir lieu au Parlement car nous sentons tous le danger qu'il y aurait à ce que l'on puisse présenter la consultation qui va avoir lieu comme une approbation, comme une ratification par le pays des lois anti-laïques qui viennent d'être votées ou vont être votées au Parlement. Voilà en quoi consiste la difficulté.
Alors, s'il ne s'agissait que de la propagande du Parti et du premier tour, où il est bien certain que nous remporterons un succès, tout serait facile ; tout serait facile et d'abord la question des apparentements. Il est bien certain que l'on va nous reprocher, dans la critique qui sera faite de notre Parti, et à laquelle nous aurons à répondre : les apparentements.
Je dirai, pour les justifier, non pas simplement ce qui a déjà été dit dans ces débats, notamment par Paul Ramadier, mais aussi que, sachant par expérience, qu'on n'arriverait jamais dans ce pays, à assurer une victoire républicaine quand la gauche est divisée, dans l'impossibilité d'unir les forces de gauche, nous allons diviser les forces de droite.
C'est cette formule dont il m'est arrivé de me servir dans les réunions publiques au cours de la campagne législative. J'ai constaté que le peuple français la comprenait parfaitement.
Je parle de cette question en toute indépendance, au nom d'une fédération qui, elle, n'avait conclu aucun apparentement mais qui a pu dire que, si les apparentements n'avaient pas eu lieu, la victoire réactionnaire qui était fatale, aurait été infiniment plus grave. Il vaut tout de même mieux qu'il n'y ait eu qu'un seul département français dans lequel RPF et MRP ait pu faire une coalition. Le fait qu'ils n'ont pu le faire ailleurs, le fait que nous ayons pu garder un effectif parlementaire important, le fait qu'une victoire réactionnaire, qui était fatale, ait pu être ainsi une victoire réactionnaire malgré tout moins importante, c'est tout de même quelque chose qui justifie la position du Parti dans cette question.
Et cette position, la Nation la comprendrait encore davantage - c'est peut-être la seule critique que je me permettrai à l'égard du groupe parlementaire dont, par ailleurs, j'approuve entièrement l'action en ces dernières semaines et ces derniers mois - si nous avions su, dans un moment où c'était particulièrement opportun, revenir à la position traditionnelle du Parti en matière de dissolution du Parlement. Nous disions, avant la guerre, dans toutes les crises ministérielles : "Recourons à la Nation, et demandons-lui son avis".
Si, au lendemain des élections dernières, vous aviez, groupe parlementaire, dit aux autres partis qui s'étaient ligués avec vous dans les apparentements : "Les apparentements de la loi électorale avaient leur justification dans la constitution et la préfiguration de la majorité du Parlement. Cette majorité existe. Vous dites

que vous n'êtes plus d'accord sur un programme ; cette majorité ne peut plus arriver à constituer un programme de gouvernement. Alors, retournons devant la Nation !

Charles Lussy - Je ferai deux objections : évidemment cette idée nous est venue à l'esprit, mais la première objection ressort de la Constitution puisqu'il ne peut pas y avoir de dissolution dans les dix-huit premiers mois d'une législature.
La deuxième objection ressort des faits : même si la dissolution avait été possible, nous retournions devant le corps électoral et, cette fois-ci, - chacun en conviendra - sans les mêmes apparentements ! C'était alors la certitude de la majorité que nous avions voulu éviter et c'était probablement la dissolution de l'assemblée, la dissolution du régime.

Robert - Je n'insisterais pas sur ce problème. Je dirai simplement qu'il était peut-être possible de lier l'idée de la dissolution à l'idée de la réforme constitutionnelle qui était alors en cours. La Nation aurait parfaitement compris que le Parti Socialiste se fasse, dans ces conditions, l'apôtre d'un retour devant la Nation, retour qui, j'en suis sur, n'aurait pas été nécessaire à partir du moment où le MRP et les Radicaux en auraient senti la menace.
Quant aux autres questions sur lesquelles notre Parti pourra avoir à s'expliquer je citerai l'action de son groupe parlementaire, en particulier dans le domaine social. Je pense, notamment, au récent débat sur l'échelle mobile, et je pense non seulement au fait que le projet en question porte le nom de notre camarade Coutant, mais je pense aussi à un discours d'un camarade que, personnellement, je n'ai jamais rencontré, que je ne connais pas de vue, qui est peut-être dans cette salle, notre camarade Leenhardt, au sujet de cette défense de l'échelle mobile, discours que j'ai trouvé extrêmement habile.
Sur la question sociale, sur toutes les questions sociales et sur toutes les questions politiques, je suis absolument convaincu qu'au premier tour nous aurons une sorte de fraction de l'opinion républicaine qui viendra nous rejoindre et grossir nos rangs.
Mais alors, se pose ce problème de tactique au second tour. Là, je suis évidemment d'avis qu'on ne peut pas le résoudre par des formules rigides qui seraient votées ici. II faudra certainement que nous donnions une très grande aisance de mouvement à nos fédérations. Mais, il y a tout de même des choses que nous devrons absolument éviter et qui m'amènent à examiner rapidement avec vous, ce que l'on n'a pas encore fait dans ce débat, les situations qui pourront se présenter.
Le danger que j'évoquais en commençant, qui résulte du système électoral lui-même, est tout moins grand qu'il ne le serait par exemple dans des élections législatives se déroulant au scrutin d'arrondissement à 2 tours parce qu'il existe un très grand nombre de circonscriptions cantonales, de population réduite, dans lesquelles les Communistes ont très peu d'influence, de telle sorte que le problème tactique que j'évoquais en commençant ne s'y posera même pas et que

certains désistements entre Socialistes et Radicaux laïques pourront suffire à assurer la défense de la République, comme on disait traditionnellement.
Mais, je veux me limiter aux cas plus difficiles.
Il peut sembler que ce soit encore un cas facile lorsqu'un Socialiste se trouvera en tête des candidats qui s'appelaient "de gauche" avant la guerre et lorsqu'il y aura derrière lui un candidat Communiste et, en face, un réactionnaire à battre. Dans ce cas, nous nous maintenons, bien entendu.
Que fera le Communiste ? Nous n'en savons rien et cela ne nous préoccupe pas. Mais, il faut que, si le Communiste se désiste, il soit absolument entendu - mais cela va sans dire, cela va encore mieux en le disant - que jamais le candidat Socialiste n'acceptera des conditions à ce désistement. Cela va de soi. On ne lui demandera pas, par exemple, son opinion sur la bombe atomique !
Mais je dois poser, en toute franchise, devant le Conseil national, le problème que nous avons agité entre nous en Ille-&-Vilaine, le problème difficile, le problème dramatique, celui du cas où, au second tour, les électeurs se trouveront essentiellement en présence d'un candidat franchement réactionnaire et d'un candidat franchement Communiste qui nous aura distancés de façon écrasante au premier tour. Dans ce cas-là, que devra faire l'électeur qui nous suit, l'électeur qui attend notre Conseil ?
Nous pouvons prendre la solution de nous maintenir. Elle pourrait, dans certains cas, nous exposer - ce qui est dangereux - à être les élus de la réaction. Elle pourrait faire en tout cas de nous les complices d'un vainqueur, quel qu'il soit. C'est une position qui risque de ne pas être comprise.
Il est absolument inconcevable que nous procédions, dans la situation politique présente, à un désistement formel en faveur d'un candidat Communiste. Mais l'attitude que nous devrons adopter, à mon avis, et sur laquelle je crois qu'il faut que nous prenions parti ici, dont il faut que nous parlions, parce que c'est cela qui sera dramatique pour les électeurs et tout dépend du sens que nous voulons donner à ces élections, et alors je dis, représentant ici une fédération de l'ouest, qu'il importe que nous donnions le plus possible à ces élections le sens d'un désaveu de ce qui vient de se passer au Parlement ; il faut donc que nous disions aux électeurs : "Votre vote ne doit, en aucun cas, être considéré comme une approbation de ce qui vient de se passer au Parlement". «C'est la première chose que le Parti Socialiste recherche dans cette élection. Mais il faut aussi que le vote que vous aurez émis dans ces conditions, ne puisse, en aucun cas, être exploité comme signifiant votre adhésion à des campagnes contraires à l'intérêt de la France, contraires à l'intérêt de la Nation, contraires à l'intérêt du prolétariat, comme celle que mène le Parti Communiste ». "En votant contre le réactionnaire, vous aurez voté contre les lois anti-laïques, mais vous n'aurez pas donné votre adhésion, et on ne devra jamais dire que vous avez donné votre adhésion, aux thèmes de la propagande Communiste".
Voilà, je crois, comment il faut que le Parti Socialiste s'exprime.
Finalement, je voudrais que ces élections cantonales soient pour nous véritablement l'occasion d'exprimer en toutes circonstances, l'opinion des Républicains de France. Le Parti Communiste est maintenant dans l'opposition ;

il y est, qu'il le veuille ou non. Il n'aura plus, sans doute, à se poser le problème de la participation à un gouvernement, parce qu'on l'a mis à la porte de la majorité. On lui a rendu le séjour dans la majorité impossible. Il a été absolument impossible au Parti Socialiste de pratiquer une politique de Front Populaire, dont il connaît les dangers. Je voudrais que ce soit lui qui exprime le plus parfaitement, en toutes circonstances, ce que pense l'opinion républicaine en France.
C'est, je pense, ce que voulait dire, ce matin, Ramadier, lorsqu'il arrivait à cette conclusion, que nous devions être désormais un pôle d'attraction, dans la politique française.
Il faut - et cette opinion rejoignait celle de Guy Mollet sur l'efficacité de l'action de notre groupe parlementaire - que, désormais, toutes les positions du Parti Socialiste soient des positions qui puissent être comprises de l'immense masse des gens qui, aujourd'hui, se trouvent divisés en électeurs Communistes, électeurs Socialistes, électeurs Radicaux de gauche, mais qui, au fond, ont un ensemble de convictions communes.
Nous sommes tous convaincus, ici, que si une négociation quelconque, en vue de l'unité avec les Communistes, même de l'unité très lâche, très fragile, très provisoire, est maintenant quelque chose de complètement exclue, en revanche, notre objectif n°l est bien la reconquête des électeurs Communistes, la réalisation de l'unité ouvrière, de l'unité prolétarienne dans le Parti Socialiste. C'est en devenant le pôle d'attraction dont parlait, ce matin, Ramadier, que nous arriverons à ce but.
Camarades, le Parti Socialiste a réussi, aux dernières élections, à diviser la droite. Depuis, cette droite s'est retrouvée, elle est en train de se retrouver.
Nous ne résoudrons pas tous les Partis de gauche, ou qui se disaient, jusqu'ici, de gauche, mais nous arriverons à rassembler toutes les forces de gauche, autour du Parti Socialiste et c'est de cette façon-là que nous apprendrons un jour à ces démocrates-chrétiens qui firent avec nous un bout de chemin ce qui manque encore à leur éducation républicaine, c'est-à-dire de savoir à quel point, en France, la défense de la République doit commencer par l’attachement à la laïcité.
(Applaudissements)

Le président.- La parole est à notre camarade Bracke.

Alexandre Bracke

Je n'ai nullement l'intention d'entrer dans des questions dont je suis loin de discuter la portée parce que, étant donné mon âge, je regarde maintenant ce qui se passe sans avoir de responsabilités vis-à-vis de mon propre Parti, par conséquent avec simplement une curiosité que je dirai enflammée.
Je dirai simplement, à la suite de l'intervention de Paul Ramadier, de Guy Mollet, de Grumbach, que lorsqu'on examine ce qui se passe en ce moment du côté Amérique - je n'y suis pas, je ne sais pas ce qu'ils veulent exactement - on

constate simplement que si un pays voulait hâter le moment de la guerre, il ne s'y prendrait pas autrement !
Mais, ce n'est pas de cela dont je voulais parler.
J'ai demandé à dire quelques mots à propos d'une ou deux questions plus terre à terre, en même temps que très larges, qui me viennent à l'idée, au sujet des élections cantonales.
Elections cantonales, cela ne veut pas dire du tout qu'on y parlera uniquement de ce qui regarde le canton, pris géographiquement. Cela ne s'est jamais présenté comme ceci et on le voudrait que le premier interlocuteur posant une question obligera tout de suite à sortir de ce problème.
Les élections sont toujours et ont toujours été la même chose pour le Parti Socialiste français que pour le Parti Socialiste de n'importe quel pays.
Il ne s'agit pas seulement de ce qui peut se faire dans un coin de son pays, ni même dans l'ensemble de son pays, mais de la situation où se trouvent, tantôt malgré eux, et tantôt y attachant de l'importance, ceux qui écouteront les orateurs dans les réunions publiques, qui liront les journaux du pays, les journaux du canton - s'il y a un journal de canton - du département - s'il y a un journal du département - les journaux qu'ils reçoivent, les journaux qu'ils ont le malheur de lire, je dirai presque "qu'ils sont obligés de lire", parce que ce sont ceux qui paraissent, dans des conditions où ils sont presque "obligés" de les acheter, vu que, souvent, s'ils en veulent un autre, ce n'est pas celui-là qu'on leur offre, parce qu'il n'y a plus de ceux qu'ils désirent, et on trouve dans les journaux ce qu'on trouve dans les journaux du monde entier, c'est-à-dire des choses qui ne signifient rien du tout... des choses qui signifient quelque chose… et des choses qui signifient ce qu'à aucun prix le journal ne veut dire !... ce sont les plus importantes !
Eh bien, les élections seront ainsi et il y a une question qui va se poser. Tout à 1'heure, un homme à qui, à côté de ma camaraderie de Socialiste, je suis lié par un autre genre de camaraderie, une camaraderie d'helléniste attendu qu'il a été mon élève et qu'il s'en souvient, a posé une question.
Evidemment, il s'agit d'élections locales, mais je voudrais bien qu'elles ne fussent pas complètement locales, j'aimerais bien qu'elles fussent demi-locales. J'avoue que si j'avais été dans un Congrès de ma fédération, ou d'une fédération à laquelle par hasard j'aurais été présent, j'aurais demandé tout d'abord que même ceux qui n'ont pas à renouveler de mandat de Conseiller général soient dans la bataille avec les autres et que ce soit un devoir absolu. (Applaudissements)
C'est le parti tout entier qui est mobilisé pour des élections au Conseil général : Et tout à l'heure, on vous l'a démontré en élargissant un peu plus les questions et il faut que ce soit une élection très importante pour tout le monde.
Je voudrais bien aussi qu'on n'oubliât pas une chose qui m’est venue tout à l'heure à l'esprit.
Un instant, je me suis cru au Congrès de Toulouse, en 1908, il y a quarante-trois ans ! C'est celui ou j'ai été appelé, au cours de la discussion,- vous trouverez cela dans le compte rendu de ce Congrès - à rappeler une chose qui a alors bien

choqué un certain nombre de camarades et qui pourtant a été retenue comme étant ce qu'il y avait à faire.
On s'est trouvé devant une élection, qui était cantonale, qui se passait à Valenciennes. Le Parti ouvrier avait eu un nombre de voix quelconque qui ne lui permettait pas d'être sur les rangs au deuxième tour. Il y avait un candidat soutenu par les réactionnaires ; c'était un ouvrier d'usine, et l'usine où cet ouvrier travaillait était représentée aux élections par son directeur, son patron, le grand patron, qui était, lui, Radical, c'est-à-dire «républicain » comme on l'était en 1908... On n'était pas bien enragé, du côté de Valenciennes, à ce moment-là !...
Alors, qu'a-t-on fait au 2ème tour ? Eh bien, on a fait passer l'ouvrier parce qu'on a préféré un ouvrier "réactionnaire" à un patron qui se disait "républicain" et qui était avant tout patron, c'est-à-dire que les Socialistes devaient avant tout et doivent avant tout écarter des affaires de la France.
Et c'est une des choses qui ont fait que vous pourrez lire, rédigée par Jean Jaurès, qui en avait été chargé à l'unanimité, une résolution qui a été votée, elle aussi, à l'unanimité.
Et c'est cela qui résout une question qu'on ne peut pas ne pas avoir à se poser au moment ou il y a toujours des cas difficiles.
En ce moment-ci, la question scolaire est celle qui empoisonne tout le monde. Que va-t-on faire ? Est-ce qu'au 2ème tour on va avoir une formule toute faite établie par le Conseil national d'aujourd'hui, qui dira : "On ne pourra faire voter que pour un candidat qui aura pris l'engagement de...", "de ceci, de cela, qu'il aura imprimé, qu'il aura écrit de sa main et signé de son sang..." ?
Me reportant au temps d'autrefois, je dis : "Ouvrons tous les comptes rendus de Congrès, ouvrons tous nos journaux et nous trouverons que la règle admise pour le second tour a toujours été que ce n'est pas avant le premier tour qu'on fait le second tour, c'est après ! C'est selon la situation devant laquelle on se trouve ! Et suivant la situation devant laquelle on se trouvera, on fera en sorte que cela ouvre la porte à l'avenir de ceux qui sont appelés par le Parti Socialiste à travailler à leur propre émancipation, par conséquent à leur propre politique et à la politique de leurs représentants, quand ils ont des représentants à nommer. On s'inspirera de ce qu'il y a de mieux pour que les batailles, les différentes batailles auxquelles le Parti Socialiste ne peut pas ne pas être mêlé, permettent la position la meilleure pour ceux qui veulent entraîner les travailleurs à travailler pour eux-mêmes et, que ce soit à l'occasion des élections, entre les élections, à n'importe quel moment, il n'y a que cela dont le Conseil national puisse s'inspirer. Vous aurez, que vous le vouliez ou que vous ne le vouliez pas, à traiter de toutes ces petites questions sur le terrain du canton, à traiter de questions un peu plus grandes sur le plan du département et de la France et à traiter des questions qui pourront être aussi larges que l'on voudra, parce que je défi quiconque se présentera au nom du Parti de ne pas se trouver devant des gens qui connaissent, s'ils ne les ont pas eux-mêmes dans leur famille, des gens qui se battent en Indochine, qui ont entendu parler de ce qui se passe en Corée et qui, par conséquent, ont à parler de ce qui se passe dans la tête de Staline ou dans la tête de ceux que nous appelons les Américains, ce qui veut dire tout simplement un

certain nombre de gouvernants qui, pas à la veille, mais à un an de distance, préparent les élections présidentielles, car c'est cela qu'on appelle "les Américains", cela veut dire une petite partie de l'Amérique, c'est très loin d'être la moitié, ce n'est même pas la moitié de l'Amérique du Nord. Un pays comme ça a à traiter de questions tout à fait différentes les unes des autres. L'électeur, le travailleur que vous appelez adjoindre les autres travailleurs pour trouver une routé qui les emmène ensemble, vous poseront évidemment la question du pain, la question de la paix ! Ce sont des questions d'actualité, ce sont en même temps des questions de demain, ce sont également des questions d'un avenir plus éloigné.
Par conséquent, que vous le vouliez ou non, vous aurez à les traiter, vous ne pourrez pas faire autrement. J'espère que vous les traiterez tous, c'est-à-dire que ceux qui sont ici diront à ceux qui les attendent chez eux : "Nous allons nous mobiliser, nous allons tâcher de mobiliser tous les électeurs pour qu'il y ait une victoire qui s'appellera, aux yeux de tout le monde, - et partout le monde, j'entends le monde entier, - un progrès du Socialisme dans la France actuelle ! (Applaudissements)

Le président - La parole est à Debrocquevaire (?) de l'Aube.

Debrocquevaire (?) (Aube)

Chers camarades, vous me permettrez d'abord de reprocher amicalement l'organisation de ce Congrès. 80 fédérations sont représentées. Beaucoup des délégués ont voyagé de nuit et, ce soir, repartiront de nuit. Ce matin, nous avons commencé à 11 h 15; nous avons repris cet après-midi à 3 h 30 et l'on a oublié que l'on préparait non pas des élections planétaires, mais des élections cantonales.
Je serai très bref, ce n'est pas une clause de style, et je me conterai de parler de deux ou trois points tactiques sur lesquels nous voudrions bien, nous fédération de l'Aube, avoir l'avis des camarades et du Bureau.
Notre Ami Robert vous a exposé certains points de tactiques sur lesquels je ne reviendrai point. Il y en a duquel on n'a pas parlé, c'est la préparation des élections, l'atmosphère. Or, les grandes idées, les grands problèmes politiques, je me demande comment vous irez les exposer dans les campagnes où, actuellement, on termine les travaux et l'on commence les vendanges ? C'est donc seulement par des visites aux maires et aux personnalités que, dans les petits cantons, l'on pourra agir. La question est totalement différente dans les grandes villes, c'est certain, mais vous savez que, maintenant, les électeurs ne viennent plus aux réunions et qu'y vient seulement une poignée de bons militants.
De toutes les grandes idées qui rebutent l'homme de la campagne, le travailleur, il n'y en a qu'une sur laquelle nous devons fonder notre propagande actuellement, c'est la laïcité, pour la raison qu'elle intervient directement dans l'administration du département et des élus au Conseil général.

Je suis persuadé que l'on peut parfaitement expliquer le Socialisme aussi bien en exposant la politique des chemins vicinaux et de l'assistance qui dévore la plus grande partie du budget du Conseil général qu'en développant les problèmes de politique étrangère que nous avons développés récemment dans la campagne générale.
C'est pour préparer justement cette atmosphère que nous avons commencé, dans l'Aube, à animer les comités départementaux de défense laïque. Nous n'avons pas attendu que les instituteurs soient rentrés de vacances. Le président de notre comité départemental, inspecteur primaire, n'a pas encore jugé bon de rentrer ; nous ne l'avons pas attendu ; nous avons pris l'initiative de façon à ne pas nous laisser devancer par les Communistes et nous avons organisé le comité départemental seulement avec les 4 grands, en excluant les partis politiques où, évidemment, comme nous avons pris l'initiative, nous serons représentés en majorité. Voilà ce qu'il faut faire !
Nous avons envoyé également à chaque maire des motions rédigées pour que, dès maintenant, et avant les élections, au Conseil municipal, ils prennent un voeu en faveur de l'école laïque, de façon à mettre certains au pied du mur.
Nous pensons que dans cette question de tactique aux élections cantonales, la première chose à faire est celle des candidatures. Je sais qu'on se fait applaudir dans les Congrès lorsque l'on dit : "Nous nous présenterons partout avec notre programme et le drapeau largement déployé". C'est possible dans les grands centres, mais dans les petites communes il y a des endroits où nous ne pouvons pas trouver un candidat Socialiste capable de faire de la propagande dans les coins les plus réactionnaires.
Dans les circonstances actuelles, je crois que nous devons porter notre effort en présentant des candidats laïques et en demandant, avant tout, à tout candidat, un engagement de ne voter au Conseil général aucune subvention pour soutenir les écoles confessionnelles et les oeuvres confessionnelles.
Je passe rapidement sur la question des désistements puisqu'elle a été exposée par Robert. Je pose simplement cette question : si nous nous trouvons, dans un endroit où un Communiste a toutes les chances de l'emporter, ou le candidat de droite peut seul le battre, nous pensons que, dans ce cas, il ne peut pas y avoir de désistement, par un anticommunisme ridicule, que les ouvriers ne comprendraient pas, en nous faisant les alliés et les complices de la réaction, mais il n'est pas davantage possible de se désister pour le Communiste. Dans ce cas-là, je crois que la seule politique possible est le retrait pur et simple.
Voilà, je crois, le point essentiel, le point le plus difficile.
Il y a même un autre cas où l'on peut voir le Socialiste, venant après le Communiste et après le candidat de droite. A ce moment-là, je crois plus habile de susciter un candidat de défense laïque qui ne porterait pas les responsabilités du parti et qui, lui, à ce moment-là, pourra continuer la bagarre ou se retirer purement et simplement.
C'est pourquoi, en me résumant, je crois qu'il n'est pas nécessaire de présenter des candidats partout, mais seulement dans les grands centres ou dans les centres où nous avons des gens capables de faire de la propagande et, surtout, d'éviter

que le Parti Socialiste se trouve dans l'alternative de favoriser ou le Communiste ou la réaction.

Le président - La parole est à Boutbien, au nom de sa fédération.

Léon Boutbien

Mes chers camarades, ce Conseil national se déroule dans une atmosphère où l'on sent planer l'inquiétude et aussi le malaise parmi nous. Nous sommes préoccupés, les uns et les autres, non seulement évidemment par les graves problèmes internationaux mais par la manière dont nous allons pouvoir traduire devant l'opinion publique ce qui est l'essentiel de nos préoccupations. Nous sentons bien que nous vivons une période difficile, agitée. Nous sentons également que nous sommes dans une phase de transition.

Nous nous étions lancés dans la bataille législative sous le signe de la loi des apparentements ; elle avait sa vertu, elle avait, bien entendu, ses insuffisances, mais elle avait sa vertu. Il s'agissait alors de parer au plus pressé, de contenir le danger RPF comme le danger Communiste.

Par une faute inexplicable, le MRP, dès le début de cette législature a fait en sorte que la majorité républicaine, ou dite telle, a éclaté. En même temps, c'est un peu de la doctrine contemporaine du Parti Socialiste qui a éclaté. On ne parle plus à la tribune du tri-forcisme, on ne parle plus davantage du conservatisme républicain pour lequel nous avons consenti de si gros sacrifices. On est arrivé à une phase de transition.

Est-ce que nous devons nécessairement être maladroits dans une phase de transition ? Je ne le pense pas.

Il est exact que nous ne sommes pas dans le gouvernement, mais il est également exact que nous ne sommes pas dans l'opposition et que nous sommes actuellement dans une situation intermédiaire où nous ne pouvons nous confondre, ni avec le gouvernement, ni avec l'opposition, ce qui rend particulièrement difficile et malaisée notre tâche et qui nous amené à réfléchir, non pas seulement sur les grands problèmes politiques contemporains en matière nationale comme en matière internationale, mais qui nous amène à nous demander comment nous allons traduire dans la tactique nos préoccupations actuelles.

Je voudrais tout de même rappeler en cette matière qu'une élection au Conseil général reste avant tout une élection de caractère administratif, et les paroles prononcées par Pierre Bloch, ce matin, à ce sujet, mériteront de figurer en tout état de cause dans une résolution finale.

J'ajouterai à ses propos une idée qui a fait la force et l'originalité du Parti et qui a consisté à réclamer sans cesse l'extension des pouvoirs du Conseil général au détriment des pouvoirs préfectoraux. Je crois que nous restons fidèles à cette idée de décentralisation, à cette nécessité d'obtenir qu'une assemblée élue exerce un contrôle plus direct sur la vie départementale et je crois que c'est compris et apprécié par l'opinion publique qui nous suit.

Mais, je limiterai mon exposé aux aspects uniquement tactiques.

Fondation Jean Jaurès

Je crois qu'au premier tour, nous allons peut-être maintenir des voix, mais nous allons perdre des sièges, et il ne faudra pas s'en étonner car le climat dans lequel se sont déroulées les élections en 1946 est sensiblement différent du climat dans lequel elles se dérouleront en 1951.
Nous allons perdre un certain nombre de sièges qui nous avaient été attribués par le désistement Communiste au second tour. Nous allons perdre également une certaine zone d'influence dans certaines régions du fait de la politique générale. Mais, je voudrais que l'on sache qu'une élection au Conseil général, tout au moins dans les régions rurales, se dispute davantage sur les personnalités en présence que sur les programmes politiques qu'elles avancent, et que le choix même des candidats du Parti, avant même de parler de programme, est un élément extrêmement important pour le résultat.
D'autre part, en matière de premier tour, je crois qu'il est bon, dans la phase de transition où nous sommes, de présenter des candidats partout, à la condition, bien entendu, que les fédérations reçoivent une aide matérielle du Centre qui leur permette de présenter des candidats partout car les difficultés rencontrées par les candidatures de principe sont telles que beaucoup de camarades qui n'ont pas la certitude d'avoir le remboursement de la caution hésitent à se présenter au nom du Parti et que les fédérations n'ont pas les trésoreries suffisamment abondantes actuellement pour pouvoir répondre à un mot d'ordre de caractère général si on ne leur donne pas les moyens de le faire.
Je m'excuse de cette considération un peu subalterne mais je crois que lorsqu'on veut traduire une préoccupation dans les faits, encore faut-il donner les moyens aux fédérations de le faire, et c'est pourquoi ce propos avait un caractère si matériel et aussi éloigné de nos préoccupations générales.
Enfin, je crois qu'il ne faut pas négliger l'importance et la signification de ces élections, car par delà les élections au Conseil général, il y a évidemment les élections sénatoriales. Il y a aussi, si les propositions de lois doivent triompher, celles qui sont actuellement déposées sur le Bureau de l'assemblée et qui reviendront bientôt en seconde lecture, il y aura aussi dans le cadre des Conseils généraux des responsabilités qui seront extrêmement graves, en ce qui concerne notamment le problème laïque.
Je pense que pour toutes ces raisons, le Parti doit s'engager, sans aucune espèce d'arrière pensée, et d'une manière générale se sentir, comme le disait notre camarade Bracke, mobilisé à l'occasion de ces élections cantonales.
Mais, vous le sentez bien, la difficulté n'est pas au premier tour ; la difficulté est au second tour, quant à la manière dont nous allons organiser les désistements car, qu'on le veuille ou non, il va se poser devant les fédérations des problèmes de second tour qui vont exiger que le Parti désiste ses candidats ou demande des désistements en sa faveur, et il faut tout de même que cette assemblée qui est réunie pour en délibérer et a autorité pour le faire se prononce d'une manière claire de façon à répercuter sa position dans toutes les fédérations.
J'ai l'impression que l'on n'arrivera pas à une position d'ensemble et j'ai même l'impression que l'on évitera de poser d'une manière trop précise les problèmes de la tactique du second tour ici car, en effet, ils soulèvent d'innombrables

problèmes et ils sont directement liés aux incidences de la vie politique en général.
Alors, il faudra tout de même qu'entre nous nous fassions un choix, que nous établissions la hiérarchie de ce que nous considérons comme les dangers les plus graves et les plus menaçants, à la fois pour la paix et la République.
Si nous n'établissons pas ici de hiérarchie de dangers, comment voulez-vous que nous puissions répercuter dans les fédérations nos directives en matière de désistement ?
Allons-nous mettre au 1er plan de nos préoccupations les problèmes internationaux ?
Je ne reviendrai pas sur ce qu'a dit excellemment ce matin Guy Mollet, sur les observations faites par notre camarade Ramadier et sur l'intervention de Grumbach.
Je suis comme eux extrêmement préoccupé et inquiet de l'avenir immédiat de la paix et je me rends compte que, dans ce domaine, nous avons reculé sensiblement depuis quelques mois.
Est-ce à dire que nous soyons obligés d'expliquer à nos électeurs, pour des élections administratives, toutes nos préoccupations ? Non !
Ce qui importe, c'est que nous sachions choisir dans le cadre même des dangers entre les candidats qui exprimeront, à notre sens, le minimum de risques pour la politique de paix que nous voulons suivre et, sur ce point, je me permets de dire que le Parti n'est pas d'un avis unanime ; j'ai eu l'occasion, au dernier Congrès national ordinaire, avant les élections, de m'opposer à la motion de politique générale présentée par notre camarade Philip en ce qui concerne les événements d'Extrême-Orient. Nous avions fait, à cette époque, une motion qui définissait l'orientation pour trois semaines, c'est-à-dire pour la campagne électorale - c'était le terme même qu'avait employé André Philip quand il l'avait présentée au Congrès.
Il s'est trouvé que l'optimisme qui régnait alors parmi nous ne s'est pas réalisé dans les faits et qui plus est nous sommes obligés, actuellement, de reposer d'une manière totale l'ensemble des problèmes de l'Extrême-Orient qui, à mon avis, conditionnent l'avenir de la paix.
Pour ma part, répétant ce que j'ai dit au Congrès ordinaire, je rappellerai que je considère que la politique de la Chine populaire Communiste est actuellement beaucoup plus dangereuse, beaucoup plus agressive et constitue un plus grand risque de guerre en Extrême-Orient que la politique des Soviets dans cette partie du monde.
La rivalité qui existe et qui s'accentue tous les jours entre la politique russe en Asie, et la politique chinoise en Asie, cette rivalité qui tend à l'hégémonie sur l'Asie, nous amène peut-être à repenser d'une manière plus spéciale le point sur lequel devront porter les efforts réels en vue d'aboutir à la paix. Je ne suis pas absolument sûr, après l'échec des négociations de Kaesong, après la nouvelle orientation prise par la politique américaine dans cette partie du monde, je ne suis pas absolument sûr que les Etats-Unis n'aient pas fait, eux aussi, une marche arrière singulière en Asie !

Fondation Jean Jaurès

Il faut bien le reconnaître, l'attitude qu'ils prennent en bombardant la Mandchourie, ou tout au moins en rapprochant les bombardements de la zone frontière, la faible réaction de la délégation soviétique à San Francisco lorsqu'il s'est agi de la Chine Communiste continentale, tout cela indique bien qu'aujourd'hui il y a peut-être en Asie des possibilités de paix plus sérieuses qu'on ne le croit, à la condition de ne pas rester dans ce domaine à une appréciation du Communisme en fonction de nos considérations politiques intérieures.

Il y a peut-être un renversement total de politique qui peut s'imposer très rapidement, en Asie du moins, si nous voulons y imposer la paix car vous dites toujours que l'Indochine est dans une impasse, comme les événements de Corée sont dans une impasse, mais ils y resteront, dans cette impasse, car si vous n'avez pas la menace Communiste, vous avez une menace plus grave encore qui pèse sur l'Indochine, comme sur la Corée, qui est l'intervention de la Chine populaire et, dans ces conditions, vous serez toujours, tôt ou tard, amenés à poser le problème d'une manière diplomatique, bien entendu, mais à le poser tout de même, de façon à renverser une tendance et à savoir sur quels éléments on peut s'appuyer pour poursuivre une politique de paix en Asie qui soit de nature à donner réellement satisfaction.

Et je ne veux pas m'étendre là-dessus, ce n'est pas l'objet de mon propos, mais je voulais simplement attirer votre attention sur la gravité même de ce problème et de la délicate façon de l'appréhender, de le saisir parce que, qu'on le veuille ou non, nous risquons de continuer un état de fait sans jamais pouvoir le transformer, et nous irons ainsi, entraînés par une politique de "guerre préventive" à des actions qui déclencheront le conflit général. C'est pourquoi je me permettais de faire cette brève interruption dans mon propos en ce qui concerne la tactique.

Mais comment voulez-vous répercuter nos préoccupations réelles dans ce domaine dans le cadre des élections cantonales ? Vous ne pouvez en fait le faire que dans la mesure où vous établissez une hiérarchie de dangers et que, par la même, vous donnez votre confiance ou vos voix éventuellement au candidat le plus propice à les éviter.

Alors, quelle est la hiérarchie de dangers ?

Nous sentons bien qu'il y en a plusieurs sortes :

- problèmes internationaux : vous donnerez probablement vos voix ou tout au moins nous accepterions des désistements de candidats qui s'engageraient à une véritable politique de paix dans le cadre d'une sécurité collective à l'échelon où elle est possible, c'est-à-dire la sécurité atlantique, et qui en même temps accepteraient de lier les problèmes de sécurité au problème d'exercice des libertés démocratiques à l'intérieur des pays et qui poseraient le problème du réarmement européen et de la création d'une armée allemande intégrée dans l'armée européenne, comme l'extrême limite compatible avec une défense efficace de l'Europe occidentale.

Si nous ne faisons pas cela, avec qui nous associerons-nous pour défendre et pour garantir l'indépendance de ce pays et pour garantir la paix de ce pays ?

Fondation Jean Jaurès

Une telle position exclut pratiquement et les RPF et les Communistes, mais elle laisse la possibilité à tous les autres Républicains de s'unir pour faire prévaloir cette première thèse fondamentale qui conditionne même l'avenir de notre indépendance.
On peut ne pas retenir cela comme première hiérarchie de dangers.
Alors ? On en arrive aux questions sociales.
- Echelle mobile, abattement des zones de salaires. Là encore, allons-nous pratiquer en cette matière une politique d'une rigidité totale ?
La proposition qui a été déposée sur le Bureau de l'assemblée par notre camarade Coutant, et qui a été l'occasion d'une manifestation utile du Parti dans le pays, comporte cependant certains dangers dont nous devons, les uns et les autres, avoir conscience.
Nous remettons entre les mains de la Commission supérieure des conventions collectives le soin de fixer le budget-type. C'est évidemment extrêmement difficile de trouver une solution, je ne fais aucun reproche au camarade auteur de la proposition, bien loin de là ma pensée, mais ce qui m'inquiète un peu, dans la proposition, c'est qu'après avoir remis entre les mains de la Commission supérieure des conventions collectives le soin de fixer le budget-type et lui avoir permis de créer une sous-Commission, si l'on veut bien relire la proposition, on se rend compte que l'Institut National de Statistiques prend une importance anormale par rapport à sa place réelle dans la vie économique du pays, car on fait alors confiance aux statisticiens et j'avoue que, pour ma part, tout en ayant un grand respect pour cette institution, j'éprouve toujours une certaine réserve vis-à-vis des techniciens économistes qui peuvent, à la fois, faire des statistiques et les interpréter et, par là même, nous risquons d'aller au devant de désagréments certains si nous nous lions d'une manière trop rigide à l'appréciation de cet institut pour la fixation de ce budget-type.
En ce qui concerne le problème de l'échelle mobile, nos camarades Pineau, Lussy et d'autres camarades, au cours des interventions qu'ils ont pu faire au Parlement, ont pu montrer que nous étions résolus à ce système d'échelle mobile parce qu'il y avait une impossibilité pratique d'agir sur les prix et c'est en quelque sorte une solution qui est inspirée en fonction d'une justice sociale, en fonction des impuissances gouvernementales, mais est-ce que vous ne croyez pas que nous allons trouver là, autour de nous, les mêmes éléments que ceux que nous souhaiterions voir aussi bien sur le problème international que sur le problème laïque dont je parlais tout à 1'heure ?
Vous n'aurez plus avec vous les Radicaux, vous n'aurez plus les Républicains, ceux qu'on appelle les Républicains à l'esprit laïque ; vous aurez peut-être avec vous les MRP, vous aurez peut-être avec vous des RPF, et vous vous rendez bien compte, dans la hiérarchie même des dangers, que le désistement en fonction de l'échelle mobile n'est pas non plus un critère suffisant.
Où faut-il en venir, en cette matière ?
Je crois que si l'on veut comparer les indices et si l'on veut comparer les indices en prenant comme base la variation du salaire minimum, du manœuvre ordinaire, du manœuvre-léger, on s'aperçoit qu'en 1939, le manœuvre-léger

gagnait 8 frs 10 de l'heure. Il en gagne, au 10 septembre 1951, à la suite de la nouvelle décision ministérielle, 100. Si on ajoute les charges sociales que supporte le salaire, qui était au taux de 18% en 1939, et qui sont passées à 43 % en 1951, on s'aperçoit que le manœuvre-léger gagnait, en 1939, 9 frs, 56 de l'heure, et qu'il gagne maintenant, en 1951, 143 frs de l'heure, au taux minimum.
Si l'on fait le rapport, on arrive à celui de 14,96.
Pendant la même période, l'indice des prix est passé à 22,83.
Ce qui veut dire, en clair, que le rapport salaires/prix, qui était de 1, en 1939, est passé à 0,66 en 1951, donc une diminution d'un tiers de la capacité d'achat, et ceci indépendamment des charges sociales aggravées qui pèsent sur les salaires.
Que faut-il en tirer comme conclusion ? Elle apparaît dans la correspondance de ces deux chiffres : si le rapport des salaires est à 14,96 et le coefficient des prix à 22,83, c'est que le véritable trouble se situe dans la distribution des produits, et c'est là justement où il faut porter l'effort essentiel, car je considère, pour ma part, que la meilleure manière de revaloriser, dans les circonstances présentes, le pouvoir d'achat des travailleurs, ce n'est pas uniquement dans une augmentation nominale des salaires, qui risque de déclencher une inflation, mais c'est dans un effort précis sur la distribution.
Or, si j'en juge par l'expérience gouvernementale qui est tentée, ce qu'on a appelé "l'opération bifteck", je m'aperçois que le Parti n'a peut-être pas, du fait que cette initiative était de caractère gouvernemental, n'a peut-être pas suffisamment attaché d'importance à l'expérience. Et pourtant, je peux dire que dans des foires que j'ai visitées au cours de la semaine dernière, à la suite de la mesure qui a été prise, la viande tombait de 50 frs par kilo sur pied, mais que cela ne voulait pas se traduire effectivement parce qu'il existe, à l'intérieur de la Nation, des féodalités installées, des féodalités d'appétits et d'égoïsmes qui se refusent, pratiquement, à faire agir les influences du marché à la production sur le marché à la distribution, c'est-à-dire à la consommation.
Je crois que, pour ma part, dans la mesure où l'on trouvera chez les candidats une volonté de s'associer à nos efforts pour remédier au problème de la distribution, nous pourrons leur faire confiance, et vous sentez bien tout de suite quels sont les adversaires que nous allons rencontrer et les difficultés aussi ; c'est la véritable critère, à mon avis, pour savoir quelles sont les véritables tendances sociales d'un candidat dans les circonstances présentes, beaucoup plus que sa prise de position théorique sur le problème de l'échelle mobile, car sur l'échelle mobile vous aurez le MRP, même le RPF, qui joueront la carte de la démagogie en la circonstance, alors que sur le problème de la distribution, vous toucherez à la structure même du régime et vous ferez la séparation entre les frais et les faux républicains.
Enfin, reste le troisième problème qui peut être le critère de séparation et qui sera le problème laïc.
Je crois que le groupe parlementaire s'est correctement battu dans cette bataille pour la défense de la laïcité...

Charles Lussy - "Correct" est gentil !

Léon Boutbien - ... et j'avoue que l'initiative qui a été prise d'engager cette bataille portera ses fruits dans le pays. Mais, là encore, comprenons bien l'ampleur et la difficulté du problème.
Il est exact que l'initiative en matière laïque - et je veux bien peser mes mots - est d'une gravité constitutionnelle importante.
Et où cela nous conduit ? Le recul de la laïcité ; il n'est pas simplement dû au fait que l'instituteur peut quitter son école le mercredi soir et le samedi soir pour n'y revenir que le vendredi matin et le lundi matin ! Si vous lisez cette formule de Jaurès, vous voyez les raisons réelles du recul de la laïcité, dans ce pays : c'est que la laïcité de l'enseignement, c'est la liberté et la raison dans l'éducation des consciences et que précisément aujourd'hui les notions même de liberté et le rationalisme du XIXe Siècle sont en plein recul, et que nous aurons beaucoup de mal à établir une doctrine de la laïcité parce que nous avons malheureusement, nous aussi, à supporter l'esprit du rationalisme du XIXe Siècle et qu'il est impossible de ne pas tenir compte de l'évolution même des esprits et de ne pas tenir compte non plus de cette transformation progressive qui s'est opérée dans les consciences depuis cinquante ans.
La laïcité ne vivait qu'à travers une morale laïque, c'est-à-dire une morale civique. Qu'est devenue la morale civique actuellement dans ce pays ? Qu'est devenu l'esprit civique ? Qu'est devenu cet esprit qui était en quelque sorte à l'origine même de l'école laïque et qui l'alimentait, la renforçait tous les jours ?
Nous avons bien, sur ce point, à nous dire qu'un recul sérieux a été enregistré.
Et alors, il y a, comme le disait Guy Mollet, une opération beaucoup plus vaste, une opération internationale, sans doute inspirée par le Vatican, et hors de ce pays, qui essaye de dresser le barrage contre le stalinisme, par l'exacerbation d'un cléricalisme nouveau.
Nous contestons aux hommes qui ont été élevés hors de la liberté la possibilité de défendre la liberté et nous contestons à des hommes qui ont été formés à un esprit dogmatique le soin de réfuter l'autre dogmatisme qu'est le dogmatisme stalinien. Mais, nous ne sommes qu'une petite poignée à le dire dans ce pays et les dogmatismes se nourrissent les uns les autres, réciproquement, et la renaissance même de l'esprit clérical est en correspondance directe avec le développement du stalinisme dans le monde, avec le développement des forces totalitaires, avec cette espèce d'exacerbation que l'on constate aujourd'hui un peu partout de cet esprit de croyance qui fait que les hommes cessent de penser par eux-mêmes pour faire confiance à d'autres pour penser pour eux ! (Applaudissements)
Et alors, nous sentons bien qu'ils s'alimentent réciproquement. Tout à l'heure, je ne sais pas lequel de nos camarades disait - je crois que c'est Ramadier : "Je suis frappé de constater combien les staliniens sont modérés dans leur expression en ce qui concerne la bataille laïque ?" C'est parce que les staliniens ont très bien compris que le développement même des esprits dogmatiques, quels qu'ils soient et quelle que soit leur origine, était un terrain beaucoup plus propice à, leur propagande et beaucoup plus facile à leur méthode d'action que les esprits élevés

dans le rationalisme, dans le libre examen et dans l'appréciation constante, en fonction de leur conscience, des données qui étaient soumises à leur vue.
Je pense donc, là encore, mes chers camarades, que la bataille laïque qui est engagée n'est pas, à elle seule, le critère suffisant, si vous voulez, dans les circonstances présentes, parce que nos batailles parlementaires ne se sont pas encore répercutées et traduites dans le pays, qu'il faudra prendre une position très nette, mais vous allez être obligés de choisir car ceux qui sont actuellement laïques, socialement ne nous suivent pas, et ceux qui ne sont pas laïques, pourraient être tentés de nous suivre !
Il faudra bien qu'il y ait une décision prise, une appréciation qui sera faite, je le répète, dans la hiérarchie des dangers, pour que nous ayons des directives nettes du Conseil national en matière de désistement.
On ne peut tout de même pas laisser à l'appréciation de chaque fédération, en fonction de circonstances particulières, le soin d'apprécier une tactique d'ensemble qui engagera l'avenir même du Parti.
Je crois, pour ma part, et ce sera ma conclusion, qu'il faudra que nous répondions à toutes ces questions, et d'une manière très nette.
La situation est si grave, à mes yeux, qu'aucune erreur ne peut être commise.
II serait catastrophique de se laisser entraîner sur un seul problème à une politique du pire, non pas que nous soyons moins laïques que d'autres, mais parce que nous ne voulons tout de même pas oublier qu'à coté du problème intérieur scolaire, il y a un problème social et un problème international, qu'il y a un problème politique posé à l'ensemble du pays aujourd'hui et que nous serions bien naïfs si nous oubliions cette réalité et cette menace qui pèsent sur nous, aussi bien sur la vie intérieure que sur la vie internationale.
Je crois que nous n'avons pas le droit de le faire et c'est pourquoi je considère que nous devons être d'une souplesse dans la tactique de désistement au second tour des élections cantonales, qui nous permette de faire prévaloir, selon les paroles que prononçait notre camarade Brack tout à l'heure, ce qui porte en soi, d'abord et avant tout, une expérience prolétarienne, une espérance d'avenir. De même qu'au Congrès de Toulouse on décidait de se désister pour le candidat ouvrier présenté par la réaction au détriment du candidat radical apparenté à la direction de l'entreprise, aujourd'hui je vous demande, précisément, de tenir compte du contenu de classe et de l'avenir de classe que présente un désistement possible pour vous déterminer, et non pas simplement un mouvement purement - je le comprends - sentimental qui serait une espèce de révolte contre l'exaction de l'Eglise. Ce n'est pas comme cela qu'on la gagnera, c'est en rattrapant tous ces chrétiens sociaux qui sont eux-mêmes effrayés de voir renaître le conservatisme religieux, c'est en reprenant contact avec ces éléments pour les soustraire à l'influence de l'Eglise que nous serons capables peut-être de reformer une action constante, progressive, à la fois de rééducation dans la liberté et, en même temps, de victoire pour nos idées essentielles, et je crois que le Conseil national devra trancher et ne devra rien laisser au hasard en la matière. (Applaudissements)

Le président - La parole est au camarade Merigonde, de l'Oise.

Merigonde (Oise)

Si je viens aujourd'hui, au nom de la fédération de l'Oise, prendre part à ce débat, dans une intervention que je ferai la plus courte possible, c'est pour demander que la tactique qui sortira des travaux de la Commission des résolutions ne soit pas une tactique trop rigide et qu'elle permette à la plupart des fédérations qui sont dans des positions difficiles d'éviter des échecs aussi retentissants que certains ont pu avoir, et quand je dis cela je pense à la mienne, où tous nos sortants ont été battus en 1949 parce que, justement, on avait placé la bataille uniquement sur le plan politique, sinon uniquement, tout au moins à fond sur le plan politique.

Je vous dirai franchement que tout ce que nous avons entendu tout à l'heure, dans tous les domaines : international ou intérieur, a été très intéressant ; nous devons en faire notre profit, mais uniquement dans la réplique et dans la controverse et pas, à mon avis, dans l'exposé des propositions ou des positions que nous nous engageons à défendre.

Voyez-vous, candidat en 1945, j'ai pu, dans le canton où j'ai été élu, dire : "Tout ce que je vous ai promis a été réalisé, sauf une chose que j'avais avancée et qu'il ne m'était pas possible de réaliser, c'est-à-dire la réforme fiscale départementale".

Alors, quand j'ai pris connaissance, tout à l'heure, ou plutôt ces jours derniers, du discours-programme du candidat, et que je me suis aperçu que la partie concernant l'homme politique était toute petite, et que la partie concernant la gestion administrative tenait quatre pages, je me disais qu'aujourd'hui nous aurions un Conseil national extrêmement court et que, très rapidement, nous arriverions à. nous mettre d'accord.

J'ai l'impression que le Conseil national a rétabli un équilibre inverse en donnant davantage de place à la partie politique et en laissant passer la partie administrative.

Mais, maintenant, en regardant ce discours-programme, si j'étais un contradicteur malicieux, je pourrais dire : "Mais, voyons, qu'est-ce que vous ferez quand vous aurez réalisé tout ce que vous promettez ? Il n'y aura plus possibilité de faire un Conseil général !". La gestion administrative ! Vous demandez la nationalisation de l'assistance, que vous ne pourrez pas faire en Conseil général ; vous demandez la nationalisation de la voirie que vous ne pourrez pas faire au Conseil général ; vous demandez le retour à l'Etat d'une grosse partie du domaine départemental, que vous ne pouvez pas faire dans le Conseil général. Alors, dites-moi, que restera-t-il au point de vue administratif comme attributions au Conseil général ?

C'est un point sur lequel je voulais attirer l’attention de ce Conseil national ! (Applaudissements)

Maintenant, lorsque nous parlons de l’attitude politique à prendre au moment de la campagne électorale, je vous dis que dans le département que je représente, je n'y crois pas beaucoup étant donné que, chaque fois que, dans le département, on

a essayé d'émettre un vœu politique, toujours le Préfet a posé la question préalable et, que ce soit sous la présidence de notre camarade Biondi, ou sous la présidence du RPF qui l'a suivi mais qui ne lui a pas succédé, à chaque fois la question préalable a été votée et, à chaque fois, on a étouffé dans l'œuf toute discussion politique !

Par conséquent, je crois que nous avons tout intérêt, surtout maintenant où sur le plan politique nous ne sommes plus assurés des conditions de 1945, de ramener véritablement les élections à leur véritable sujet, et c'est la raison pour laquelle, alors, je me permets maintenant de vous proposer deux ou trois points d'une tactique extrêmement simple à la fois :

- Nous ne sommes pas des hommes politiques, mais nous avons des attitudes politiques à prendre, attitude politique dans l'assistance, non pas au Conseil général, mais dans les Commissions le l'assistance, non pas pour répartir les crédits - ça ne dépend pas de nous - mais au contraire pour faire en sorte que ceux qui ont droit à l'assistance ne soient pas brimés par certaines attitudes de magistrats qui ont oublié très souvent de connaître la misère et de la côtoyer et qui ont toujours l'impression d'avoir, devant des demandes d'assistance, des tricheurs continus et éventuels. Eh bien, là, nous avons une attitude politique à prendre et, là, nous pouvons définir une situation Socialiste en face de ce problème de 1'assistance.
- En ce qui concerne les routes, nous avons aussi une attitude politique à prendre, ne serait-ce que pour la répartition des charges à l'intérieur du département.
- En ce qui concerne les transports, nous avons une attitude à prendre. Il est bien évident qu'au lieu de donner des subventions à des compagnies de transports qui assurent plus ou moins bien le service à l'intérieur du département, nous pouvons revendiquer alors la régie départementale, de façon à créer partout le même prix du kilomètre, dans tous les coins, et assurer, même quand ça ne rapporte pas, la desserve de certaines campagnes.
- Nous avons également - et alors, là, c'est important - une attitude politique à prendre en ce qui concerne l'école, en ce qui concerne les subventions et en faisant nôtre ce principe important : qui paye a le droit de contrôler, et quand on n'accepte pas le contrôle, à ce moment-là, on n'a pas le droit de demander des subventions.

Voilà des points extrêmement simples qu'on pourrait prendre.

Maintenant, vous me permettrez d'arriver à la tactique.

Tout le monde a parlé de la tactique au 2ème tour ; quelques-uns ont dit : "La tactique au 2ème tour, ça commence après le premier", Ce n'est pas évident ! La tactique au second tour peut commencer dès le premier et je vais vous citer des cas :

- Par exemple, il se peut que, dans certains cantons, la RPF, ou le Parti Communiste arrive au premier tour et que, derrière, le Parti Socialiste, le candidat Socialiste et le candidat radical arrivent à un nombre de voix tel que la somme de leurs deux totaux dépasse l'un des totaux obtenus, soit par le Parti RPF, soit par le Parti Communiste.

Fondation Jean Jaurès

Que va-t-il se passer ?
Eh bien, nous en avons des preuves : la plupart du temps, les Radicaux, dans la crainte de voir passer le Communiste, voteront RPF et assureront ainsi l'échec de notre candidature possible.
C'est la raison pour laquelle nous pensons que, dans bien des cas, il sera possible de présenter un candidat unique des Républicains, Radicaux ou Socialistes, au premier tour, après mandat auprès des fédérations, et si je vous dis cela c'est que, déjà, des pourparlers ont été engagés dans notre fédération et qu'ainsi nous pensons, oh ! non pas à une grande victoire, mais à limiter des dégâts et à faire en sorte d'obtenir la position la meilleure pour le candidat Socialiste ou même pour le candidat radical, dès le premier tour.
Ensuite, en ce qui concerne le 2ème tour, nous avons, hier, au CA de l'Oise, pris une position qui pourrait, à mon avis, d'après ce que j'ai entendu aujourd'hui dans ce Conseil national, obtenir l'unanimité, c'est de faire en sorte qu'au second tour, la lutte soit dirigée contre tous ceux qui, à l'intérieur du Conseil général, voudraient pratiquer une politique de paternalisme ou une politique de subventions.
Et de le faire comment ? Eh bien, soit par le maintien, soit par un retrait, et eu laissant la liberté aux fédérations pour faire, comme le disait notre ami Brack tout à l'heure, le choix entre ce qui apportera le plus de débouchés possibles pour l'avenir du parti Socialiste.
J'en ai fini et je pense que la Commission des résolutions entendra la voix de la fédération de l'Oise pour lui permettre une expérience qui n'est peut-être pas riche de promesses mais qui, en tout cas, limitera las dégâts dans une proportion importante.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades, je me propose d'être vraiment très bref. Je crois que l'essentiel a été dit et que, maintenant, il faut le plus vite possible réunir une Commission des résolutions qui pourrait rapporter dans un délai d'une heure, c'est-à-dire que nous éviterions alors la séance de nuit.
En ce qui me concerne, je voudrais d'abord donner une explication.
Nous avions mis à l'ordre du jour, sur ce problème électoral : «tactique » aux élections cantonales, et nous n'avons pas parlé de «programme ».
Pourquoi ? Non pas parce que le problème était sans intérêt, mais parce qu'en ce qui concerne le programme politique général, je suppose qu'il est inchangé. Je ne pense pas qu'il soit dans l'intention du Conseil national de modifier la politique définie par le dernier Congrès - ça ne serait d'ailleurs pas dans ses attributions - et en plus je n'ai rien senti dans le Conseil national d'aujourd'hui qui permette de penser qu'il en soit ainsi.
Mais, quant à la politique cantonale départementale, il y a un programme qui a été établi avec beaucoup de sérieux par l'ensemble de nos camarades, sous la

présidence de Cordonnier et dont les animateurs sont Cordonnier, Marceau (?) et quelques autres ; il y a un programme qui, déjà, doit vous être connu puisqu'il a été imprimé et distribué et auquel Mérigonde, tout à l'heure, spirituellement, a apporté une contradiction malicieuse, comme il la voulait ! C'est à Cordonnier qu'il appartiendrait normalement de répondre.
Mais, la réponse est tout de même facile à l'éventuel contradicteur malicieux, c'est qu'il est bien certain qu'aussi longtemps que ces problèmes resteront du cadre départemental, les Socialistes apporteront, dans le cadre départemental, comme ils l'ont fait jusqu'à maintenant, les moins mauvaises solutions, mais qu'il s'agit bien de problèmes qui devraient échapper peu à peu au cadre départemental pour passer dans le cadre national.
Seulement, il n'y a pas, dans le programme présenté par nos amis Cordonnier, Marceau et autres, que cela ! Il y a l'ensemble des problèmes posés sur le plan départemental.
Ce matin, en entendant Pierre Bloch, dont j'espère qu'il est là, à entendre ce que je dis, et à qui Ramadier a fait malicieusement ce matin le grief de nous avoir placé ici le discours, excellent d'ailleurs, qu'il ferait pendant la campagne aux élections cantonales, je me disais, en l'entendant : "Mais, tout cela, c'est dans la brochure !". Tout cela, tout ce dont parle Pierre Bloch, c'est dans le travail présenté par le Parti comme programme du Parti aux élections cantonales.
C'est donc parce que nous croyons avoir répondu à l'essentiel que nous n'insistons pas. Si quelques points doivent être ajoutés, j'invite d'autres camarades à les faire connaître d'urgence au secrétariat où nous pouvons encore publier quelques fiches complémentaires, maie nous pensons que ce qui a été envoyé à tous nos propagandistes est, du point de vue programme, suffisant.
C'est donc pour cela que nous avions limité à la "tactique".
Tactique au premier tour, eh bien, il n'y en a pas.
Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de polémiquer longuement sur ce que l'on fera au premier tour.
Premier tour, il faut présenter des candidats partout.
Des camarades viendront me dire : «Attention, vous ne connaissez pas la situation de tel canton ; un candidat au premier tour, ici, peut gêner les résultats du 2ème tour ; nous pouvons faire tel et tel marchandage ! » A cela, le parti a une habitude, il répond toujours de la même façon : "il doit y avoir des candidats partout," et si des dérogations apparaissent à certaines fédérations nécessaires, elles doivent toutes être soumises au Comité directeur pour appréciation. Le Comité directeur est composé de camarades qui ont conscience des difficultés politiques dans chacune des fédérations pour les partager dans leur propre fédération, mais il faut qu'il s'agisse de "dérogations", alors qu'au contraire, si on accepte cette notion, cette idée que la "dérogation" est la règle, je me méfie terriblement de ce qui pourra se passer dans un certain nombre de départements, c'est-à-dire que des accords de parti à parti seront faits qui, à ce moment-là, se traduiront, le jour des résultats, par une perte de voix sensible pour le Parti, que nos adversaires ne manqueront pas, eux, d'interpréter, compte non tenu des conditions locales qui vous auraient amenés à prendre semblable décision.

C'est pourquoi je souhaite, tout à l'heure, que la Commission des résolutions vous propose et qu'ensuite le Conseil national dise : "candidats partout".
Quant aux dérogations, elles seront admises après appréciation du Comité directeur.
J'en viens au 2ème tour.
C'est terriblement difficile ! La meilleure façon de s'en tirer, c'est de ne pas conclure.
Pas mal de camarades, à cette tribune sont venus, à tour de rôle, dire : "C'est difficile et je voudrais bien savoir qui va nous apporter des solutions".
Je vais essayer d'en définir une ou deux :
- Je souhaite qu'en aucun cas, un candidat Socialiste, je souhaite, j'espère que ça va être la solution prise par le Conseil national, vous ne comprendriez pas qu'il en soit autrement, puisse se désister pour un Candidat RPF, en aucun cas. Je souhaite de la même façon, qu'en aucun cas un candidat Socialiste ne puisse se désister pour un candidat Communiste.
Je souhaite que, pour ces deux cas-la, ce soit dit en clair, parce que ça dépasse de loin, dans les deux cas, le problème cantonal ou le problème des présidences des Conseils généraux.
(Applaudissements)
Dans les deux cas, il s'agit d'un problème qui, sur le plan national et international, aurait des répercussions désastreuses.
Eliminons donc, et disons-le en clair, toute possibilité de désistement pour un Communiste ou pour un RPF.
Inversement, désistement en la faveur, et c'est là que ce sera le plus difficile dans les fédérations, désistement en la faveur, de candidat Socialiste, de tel ou tel autre.
En bien, si ce désistement est fait purement et simplement, ma foi, il n'y a pas de problème : les voix, ça se compte, on ne les autopsie pas.
Mais, si pour obtenir tel désistement, il faut, au préalable, avoir pris tel ou tel engagement, alors je dis : "Non", et c'est peut-être là-dessus que je voudrais que nous soyons le plus précis, car c'est là que va être le véritable danger, c'est là que va être le chantage Communiste. On le sent bien ! Lisez "L'Humanité" ou les journaux de toutes les semaines : ils montent en épingle, inventent quand ils n'en ont pas, les quelques histoires où des camarades - ce n'est pas toujours vrai d'ailleurs - pour obtenir de devenir Conseillers municipaux ou Conseillers généraux, ont accepté de signer tel papier qui dit ceci ou cela.
C'est cela le plus grave, camarades.
C'est, je crois, Ramadier qui, ce matin, disait, en parlant de la tactique Communiste, qu'ils allaient intensifier ce procédé qui va consister à isoler ici ou là tel et tel bon Socialiste de la base, car ils aiment bien opposer cela à, ceux qu'ils appellent "les Chefs Socialistes", tel ou tel Socialiste de la base qui aura signé pour le Pacte à Cinq, ou pour l'Appel de Stockholm, ou pour la laïcité.
C'est là-dessus qu'il faut que nous soyons le plus fermes pour dire à nos camarades qu'il vaut mieux courir le risque de ne pas avoir un siège quelque part

que d'avoir porté à son Parti, et pas seulement dans le cadre local, mais sur le plan national et international, un coup qui peut être terrible !
(Applaudissements)
Je souhaite que cela, ce soit dit, et alors ma foi, quant aux détails d'application, une fois ceci dit, eh bien, très honnêtement, très franchement, moi qui suis pourtant terriblement partisan de voir le Parti peu à peu s'organiser de façon à donner de plus en plus d'autorité à l'organisation nationale et à faire disparaître autant que possible le caractère de confédération, à ne pas trop laisser aux fédérations le sens d'une certaine autonomie sur le plan politique, dans ce domaine, cependant, parce qu'il s'agit d'action sur le plan départemental, je dis que quant aux mesures d'application, c'est tout de même aux fédérations qu'il faudra faire confiance, une fois qu'on aura affirmé ainsi un certain nombre de limites.
C'est sur ces bases-la que je voudrais, tout à l'heure, que la Commission des résolutions, rapidement, se prononce, et nous rapporte.
Quant au résultat des élections...

Un délégué – Et pour le cas d'un désistement pour un MRP ou venant d'un MRP ?

Guy Mollet - J'ai pris les deux cas extrêmes, j'ai pris RPF, et Communiste, parce que, là, il n'y a pas de changement, parce que, là, il y a menace directe contre le régime et, dans les deux cas - je pense, tout en parlant, et j'étais pour dire : plus pour les Communistes que pour les RPF, mais je ne suis pas sûr - et, dans les deux cas, menace probable pour la paix, car ce qui serait résolu, par les uns ou par les autres, sur le plan de la politique internationale, nous vaudrait certainement, des menaces à l'intérieur.
Cela, c'est précis.
En ce qui concerne les autres, toutes les variétés qu'on va rencontrer : Républicains indépendants, Socialistes indépendants, etc… puis, plus précisément : Radicaux, MRP, alors, là, ça va être chaque fois des cas d'espèce, chaque fois.
Entendez-moi bien ! Il serait facile, ici, de dire, surtout dans l'atmosphère où nous vivons, après la bagarre qu'on vient de vivre à l'assemblée : pour des MRP. En aucun cas. Oui, mais vous pouvez très bien avoir dans certains cas un MRP, opposé à un RPF et éprouver, vous, le besoin, au 2ème tour, de préférer le moindre mal : MRP, au pire : RPF ! Là, vous apprécierez, dans chaque cas.
Vous pourrez avoir, sur le plan radical, exactement la même chose.
Vous pourrez avoir le Radical qui, sur le plan de la laïcité vous offrirait un certain nombre de gages, mais qui se trouvera, sur le plan du Conseil général, être un homme dont vous savez, à l'avance, qu'il votera pour tel Président du Conseil général, et cela a parfois une importance terrible, la présidence du Conseil général, à cause des problèmes économiques et sociaux, et vous serez obligés de barrer en faveur de tel Républicain populaire ou de tel autre. C'est vraiment dans le cadre régional qu'il faudra voir cela.

Fondation Jean-Jaurès

Il n'y a pas les mêmes interdictions à l'égard des autres partis où, chaque fois, l'appréciation pourra jouer, qu'à l'égard de ceux qui mettent en cause la stabilité même du régime et la paix nationale et internationale.
Et j'en arrive à ce par quoi je voulais terminer :
- Je crois qu'il faudrait non seulement que nous ne nous fassions pas d'illusions, mais que nous n'entretenions pas d'illusions dans le pays quant au résultat de ces élections.
Je crois qu'il serait très important que, le plus vite possible, nous-mêmes, et nous pouvons le faire, le Secrétaire général du Parti peut le faire, s'il a votre assentiment dans ce domaine, nous disions ce que nous attendons du résultat des élections, ce sur quoi nous comptons, ce que nous considérerons comme un succès et ce que nous attendons comme résultat.
Nous considérerons comme un succès : le renforcement de nos voix. Nous compterons les voix, c'est là que sera le succès !

Alexandre Bracke - Très bien !

Guy Mollet - C'est pourquoi il faut des candidats partout, ce que je disais tout à l'heure.
Par contre, c'est à nous qu'il appartient de dire, le plus vite possible, que nous savons bien que sur les 450 et quelques Conseillers généraux sortants, Socialistes, nous n'en ramènerons pas 450. Nous le savons bien, noue le savons d'ores et déjà. Nous le savons pour une raison simple, c'est que le climat, dans le pays, n'est pas le même qu'en 1945, c'est que les désistements Communistes qui ont permis, dans de nombreux départements de France, les élections de Conseillers généraux Socialistes au 2ème Tour, sont cette fois exclus.
Il y a un danger, et j'ai un peu pesé mes mots, avant de vous faire cette proposition, il y a un danger à ma proposition, c'est que certains disent : "Ah, ils jouent battus, ils savent qu'ils vont perdre des sièges".
Je suis d'accord. La façon de le faire doit être très pesée, mais il y a un danger plus grand à ne pas l'avoir dit, à l'avance, il y a un danger plus grand qui est le suivant : c'est l'interprétation politique que l'on voudra faire au lendemain des élections au Conseil général, et le danger le plus grand, c'est que ceux-là même à qui, à l'heure actuelle, nous répétons tous les jours : "Attendez le jugement du pays, vous allez voir ce que va vous dire le pays sur les problèmes que vous avez soulevés ici", ceux-là même, au lendemain des élections, viendront nous dire : "Avant le renouvellement : Zéro RPF ; après le renouvellement : Tant de RPF".
Si c'est seulement à ce moment-là que nous expliquons qu'il n'y avait pas de RPF sortants et que c'est pour cela qu'il y en a davantage maintenant, il sera trop tard.
Je pense qu'il est bon que nous ayons déjà fait connaître à l'opinion publique, à l'avance, que ce qui compte, ce n'est pas le nombre de sièges dus à des désistements obtenus dans telles conditions, avec telle ou telle combine, dans telle et telle atmosphère, que ce qui compte, c'est le nombre de voix que le Parti

Fondation Jean-Jaurès

Socialiste aura obtenues sur son programme aux élections cantonales et en politique générale.
(Applaudissements)
C'est alors que je reviens à mon dernier propos de ce matin : sachons faire, camarades, de ce programme, un programme suffisamment attrayant et suffisamment attractif pour que nous devenions, comme le disait Ramadier, le pôle d'attraction autour duquel on se contera !
(Applaudissements)

Le président - Nous allons donc réunir la Commission des résolutions...

Un délégué - Il n'y a pas besoin de Commission des résolutions ! Pourquoi ?

Guy Mollet - II faut un texte !

Le délégué - Après ton exposé, il n'y en a pas besoin !

Le président - Le Secrétariat général vous propose, pour faire partie de la Commission des résolutions, les camarades suivants :
- Ramadier, Lussy, Commin, Augustin Laurent, etc., (lecture de la liste des noms).
(Plusieurs délégués insistent alors pour qu'on ne réunisse pas de Commission des résolutions).

Guy Mollet - Camarades, je crois que c'est la meilleure façon de procéder. Cette Commission se réunit maintenant ; nous avons des textes précis à lui soumettre, qui reprennent l'essentiel de ce que j'ai dit ici ; c'est une synthèse entre un texte que nous avions préparé et un texte que Charles Lussy tout à l'heure nous a remis. Cela peut se faire très vite. Evidemment, si d'autres camarades voulaient également faire partie de cette Commission, ils peuvent toujours le demander, quoique je pense qu'il y en ait suffisamment ainsi.

Le président - La séance est suspendue pendant une demi-heure pour permettre à la Commission des résolutions de se réunir.
Reprise à 19 h.

Le président - La séance est reprise. La parole est à Pierre Commin.

Pierre Commin

Camarades, voici le texte élaboré par la Commission des résolutions :
- "Le Conseil national du Parti Socialiste rappelle aux fédérations le devoir primordial qui s'impose à elles d'utiliser au maximum la prochaine campagne électorale pour propager la doctrine Socialiste, faire connaître le programme et les solutions du Parti.

Fondation Jean-Jaurès

"Le programme d'action établi par le 43ème Congrès national en mai 1951 et la résolution adoptée par le Congrès national extraordinaire des 4 et 5 juillet dernier, restent, dans les circonstances actuelles, la plateforme politique des candidats du Parti.
"Le Conseil national fait un devoir aux fédérations départementales de prolonger devant l'opinion publique, à l'occasion des élections cantonales, la bataille pour la laïcité, ardemment menée au cours des semaines qui viennent de s'écouler par le groupe parlementaire. Les fédérations devront, en même temps, mettre au premier plan de leur action et de leur propagande, le problème des salaires et des prix et rappeler les premiers résultats obtenus sous la pression efficace des Socialistes, notamment en ce qui concerne les abattements de zones.
"Au premier tour, le parti doit être présent partout, il doit se battre sur son programme et pour ses solutions. Il appelle les travailleurs à se grouper autour du Socialisme démocratique pour la défense de leur légitime intérêt, de l'école laïque, des libertés et de la paix.
"Au second tour, les fédérations devront se fixer pour objectif de barrer la route à la réaction sociale et aux ennemis des libertés démocratiques et des institutions républicaines dont la laïcité de l'école et de l'Etat constitue un des principaux fondements.
"Le Conseil national décide que le Parti Socialiste présentera des candidats dans tous les cantons soumis au renouvellement. Le Comité directeur statuera sur les demandes de dérogations qui pourraient lui être soumises.
"Soucieux plus que jamais de barrer la route à l'aventure, incarnée par les partis de dictature, le Parti Socialiste jettera toutes ses forces dans le combat. Il appartient au pays républicain de faire échec aux tentatives de désagrégation des forces démocratiques et de déjouer les espérances des tenants du pouvoir personnel et des régimes totalitaires.
(Applaudissements)

Le président - Est-ce que quelqu'un demande la parole sur la résolution qui vient d'être lue par notre Camarade Commin ?

Un délégué - Je voudrais demander à Pierre Commin de relire la phrase où il est question de «fondements » ?

Pierre Commin - Je m'excuse auprès de notre ami Tick (?), je lis peut-être mal, mais cependant je croyais avoir suffisamment détaché mes mots :
"Au second tour, les fédérations doivent se fixer pour objectif de "barrer la route à la réaction sociale et aux ennemis des libertés démocratiques et des institutions républicaines dont la laïcité de 1'école et de l'Etat constitue un des principaux fondements."
Je pense ainsi que notre ami Tick (?) a satisfaction.

Le président - Personne ne demande la parole ?

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Je mets aux voix la résolution qui vous est présentée. Que ceux qui sont partisans de cette résolution veuillent bien le manifester en levant la main ?
(…)
Avis contraires ?
Il n'y en a pas.
La résolution est donc adoptée, moins une abstention, celle de la Délégation du Maine-et-Loire, à l'unanimité.

Un délégué - Je crois qu'il serait bon que le Conseil national mandate le camarade Guy Mollet pour développer devant le public les propositions que nous avons faites tout à l'heure...

Le président - D'accord. II en est ainsi décidé.

Un délégué - Nous n'avons rien entendu ! Qu'est-ce qui est décidé ?

Le président - II a été décidé que notre camarade Guy Mollet aurait mission de développer les termes de la résolution actuellement acceptée par le Conseil national. Voilà ce qui vient d'être décidé. Je pense qu'il n'y a là aucune objection, au contraire.
Maintenant, mes chers camarades, je vous remercie et je souhaite que le Conseil national soit le prélude d'un nouveau succès aux élections cantonales. (Applaudissements)

(La séance est levée)

Coll. Fondation Jean-Jaurès